

ÉDITION SPÉCIALE

Pour que vous sachiez
ce qui se passe
vraiment !

de l'Union Démocratique du centre • www.udc.ch • édition septembre 2019



Le modèle à succès suisse 3

**Interview de l'ancien
conseiller fédéral
Christoph Blocher**



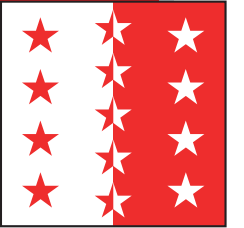
Non au diktat de l'UE 4

**Stoppez les combinards de l'UE
du Palais fédéral !**



Canton de Valais 9 - 20

**Tout ce que vous devez savoir
sur les élections au Conseil
national et au Conseil des Etats**



Pour une Suisse libre et sûre

La sauvegarde de l'indépendance, de la prospérité et de la liberté individuelle, mais aussi de la sécurité exige un combat de tous les jours. Ce n'est que par cet effort constant que nous pouvons conserver notre Suisse belle et unique avec toutes ses valeurs et ses vertus. Il est évident que beaucoup de monde souhaite participer à la prospérité de la Suisse – également l'UE, organisation éminemment centralisatrice. Mais celles et ceux, qui veulent que la Suisse reste la Suisse, se rendent aux urnes le 20 octobre et votent UDC.

Les conséquences de l'immigration de masse incontrôlée – un million de personnes en chiffre net durant les 13 ans écoulés – sont perceptibles tous les jours pour nous autres, citoyennes et citoyens : bouchons sur les routes, requérants d'asile et jeunes migrants traînant dans les rues, souvent ivres et violents, bétonnage des surfaces vertes, hausse des coûts de la santé et du social. Le

manque de respect, voire les menaces de violence à l'égard des agents de police, enseignantes, infirmières, travailleuses sociales et jeunes femmes dans la rue font partie du quotidien. Ce sentiment d'insécurité se nourrit également des craintes pour l'emploi, le salaire et l'avenir des enfants. Pour assurer à notre pays un avenir dans la liberté et la sécurité, il faut renforcer la présence de

l'UDC au Parlement et au Conseil fédéral. C'est dire la grande importance des élections 2019 au Conseil national et au Conseil des Etats. Le slogan «liberté et sécurité» résume parfaitement le programme politique de l'UDC qui vise le renforcement de la Suisse, nation fondée sur la volonté de son peuple. Nous nous engageons pour notre patrie. Nous tenons notre parole et nous

promettons que nous n'accepterons pas la soumission de la Suisse à l'UE. Seule l'UDC s'engage pour la gestion autonome de l'immigration ainsi que pour le renforcement de la classe moyenne laborieuse grâce à des impôts, taxes et redevances modérés et moins de prescriptions. Pour atteindre ces objectifs, l'UDC doit rester le parti de loin le plus fort.

La Suisse avant tout

Votez la liste 13, comme les 13 étoiles du Valais



Mikael VIEUX Donald MOOS Ronald ZACHARIAS Jean-Luc ADDOR Gabrielle BARRAS Mathias DELALOYE Yvan RION

Avez-vous des questions concernant les élections ?

A partir du 13 septembre et jusqu'au 20 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats 2019.

**Hotline électorale
gratuite :**

0800 0 1291 0

Nous sommes à votre disposition
du lundi au dimanche
de 09.00 à 18.00 heures.

**Posez vos questions par
courriel :**
elections@udc.ch

Editorial

A vous de décider !

Le bradage du modèle à succès suisse et de notre patrie vous fait-il du souci ? En avez-vous assez de l'immigration sans limite, des nombreux requérants d'asile qui cherchent uniquement à se faire une vie confortable en Suisse, de la hausse de la criminalité ? Les médias taisent soigneusement ces réalités. Or, la vérité est que l'immigration incontrôlée modifie de manière dramatique notre société. L'intégration de tant d'étrangers n'est plus possible. Les tensions entre immigrants et autochtones augmentent. Les écoles ont du mal à atteindre leurs objectifs de formation, car il y a trop d'enfants de langues étrangères dans les classes. L'UDC veut stopper ce développement nuisible et limiter l'immigration. Tous les autres partis et associations y compris les syndicats veulent faire



Albert Rösti
Président de l'UDC Suisse

Suite à la page 2



**Tout ce que vous devez savoir sur les élections
au Conseil national et au Conseil des Etats
dans le canton du Valais**

page 9 - 20

Editorial

Suite de la page 1

adhérer la Suisse à l'UE et abandonner l'indépendance et l'autodétermination de notre pays – également dans le domaine de l'immigration.

En avez-vous assez de ceux de la Berne fédérale qui de toute manière font ce qu'ils veulent ? Vous avez les moyens de changer cela. Le 20 octobre 2019 vous pouvez avec votre voix faire basculer les rapports de majorité afin que votre volonté dans les questions de la politique européenne et à l'égard des étrangers soit enfin respectée.

Les élections du 20 octobre 2019 constituent un choix fondamental. Les Suissesses et les Suisses décideront de l'avenir de leur pays – non seulement pour les quatre années à venir, mais pour un avenir plus lointain. A vous de décider ! Si vous voulez donner un signal clair et net contre une immigration démesurée, si vous refusez d'enchaîner la Suisse à l'UE, si vous voulez que la Suisse reste un pays autodéterminé, libre et sûr, alors votez UDC le 20 octobre.

Albert Rösti

Albert Rösti,
Président UDC Suisse



Quels sont les principaux défis que la Suisse doit relever dans les années à venir ?

Ueli Maurer: Nous avons vécu une bonne période économique, d'où le risque d'une certaine insouciance. De nombreuses personnes semblent croire que nous avons assez d'argent pour répondre à tous les souhaits. Le même constat vaut pour les réglementations. Quand tout va bien, on croit qu'on peut imposer aux entreprises des contraintes administratives et des charges sans cesse nouvelles. Le grand défi consiste à résis-

« De nombreuses personnes semblent croire que nous avons assez d'argent pour répondre à tous les souhaits. »

ter à cette tentation. Si nous gérons de manière responsable l'argent dont nous disposons et si nous cessons de multiplier les prescriptions restreignant les citoyens et les entreprises, alors nous serons sur la bonne voie !



Guy Parmelin

Chef du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR)

Ancien agriculteur et vigneron

Guy Parmelin: L'économie suisse doit rester compétitive pour assurer la prospérité des citoyennes et des citoyens. Les entreprises de toutes les tailles et de toutes les branches doivent pouvoir se développer librement, donc avec des charges administratives minimales et une liberté entrepreneuriale maximale. Parallèlement, il faut veiller à une bonne formation professionnelle afin de se préparer aux constants changements du marché du travail.



Ueli Maurer

Chef du Département fédéral des finances (DFF)

Ancien administrateur de l'Union des paysans zurichois

Vous avez des contacts avec de nombreuses personnes. Quelles sont leurs principales préoccupations ?

Ueli Maurer: De nombreuses personnes sentent qu'elles perdent lentement et insidieusement leur patrie, qu'elles ne sont plus chez elles dans leur propre pays, que leurs principales convictions sont remises en question. J'entends souvent la remarque suivante : « Mais à Berne on s'en moque ! » Ce sentiment

est une source de frustrations. On se sent ignoré, voire traité de raciste et d'extrémiste de droite. Il faut que nous puissions parler ouvertement des problèmes, faute de quoi la politique perd tout crédit.

Guy Parmelin: Nombre de personnes se plaignent que, malgré les gros efforts qu'elles font dans leur profession, il leur reste de moins en moins d'argent dans leur portemonnaie. La croissance relativement faible de la productivité et les charges supplémentaires qui renchérissent la vie

« Les charges supplémentaires qui renchérissent la vie inquiètent les gens. »

inquiètent les gens. C'est à ce niveau que nous devons intervenir en veillant à ce que nos décisions politiques visent avant tout à accroître la qualité de la vie des habitants de ce pays.

Liberté et sécurité au lieu d'égalitarisme et redistribution

par Thomas Aeschi, conseiller national et président du groupe parlementaire UDC

Pour quoi l'Union démocratique du centre s'engage-t-elle ? Pour une Suisse libre et sûre. Pour une Suisse autodéterminée, indépendante et neutre dans un régime de démocratie directe vivante et de fédéralisme. Pour une Suisse dans laquelle chaque citoyenne et chaque citoyen agit sous sa propre responsabilité en revendiquant le moins possible l'aide de l'Etat. Pour une Suisse où la classe moyenne traditionnellement forte se rend tous les jours au travail et éduque elle-même ses enfants.

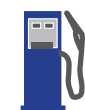


Mais que veulent les socialistes et tous les autres partis ? Ils souhaitent un appareil étatique encore plus lourd et plus puissant dont les fonctionnaires – plus de 35'000 au seul niveau fédéral ! – prescrivent aux citoyens comment ils doivent organiser leur vie, un Etat qui doit prélever toujours plus d'impôts, de redevances et de taxes pour financer un budget toujours plus lourd. Ils veulent plus d'égalitarisme et de redistribution – toujours aux frais de la classe moyenne laborieuse qui forme le gros des contribuables.

L'UDC ne veut pas d'un tel Etat. Nous voulons que les générations à venir puissent vivre elles aussi dans une Suisse libre et autodéterminée, dans la paix et dans la prospérité.

L'argent qui reste dans notre porte-monnaie ne cesse de fondre

Voici les conséquences concrètes de l'arnaque fiscale socialo-écologiste :



Essence plus chère : plus 12 centimes par litre !

Extrapolée sur une année, cette hausse représente pour un ménage comptant des pendulaires et effectuant 20'000 km/an avec une consommation de 9 l/100 km environ 270 francs

plus 270.– francs



La hausse supplémentaire de la taxe CO₂ sur l'huile de chauffage :

la commission de l'environnement du Conseil des Etats a décidé de doubler la taxe écologique par tonne de CO₂ qui passerait à 210 francs, soit de 25 cts actuellement à **54 centimes par litre d'huile de chauffage !** Cela fait pour un ménage habitant dans un appartement locatif de 100 m² et consommant en moyenne 21 l/m²/an un supplément de 1134 francs.

plus 1'134.– francs



Taxe sur les billets d'avion de 30 à 120 francs par vol :

Exemple d'un vol d'avion à Londres pour une famille de 4 personnes:

le prix passe de 400 à 600, voire 800 francs !

plus 400.– francs



Interdiction des chauffages à huile : la commission de l'environnement du Conseil des Etats a décidé d'imposer une réduction massive des émissions de CO₂ aux immeubles existants. Cet objectif ne peut être atteint que par le biais d'une interdiction des chauffages à huile. Les coûts de transformation reportés sur les locataires se montent en moyenne à **1'128 francs !**

plus 1'128.– francs



Coûts supplémentaires par ménage et par an

Liberté et sécurité.

Votez UDC !



www.udc.ch

Pour une Suisse forte

Impressum:

ÉDITION SPÉCIALE : ÉDITION SPÉCIALE : est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage : 1'072'869 | Edition et rédaction: UDC Suisse, secrétariat général, case postale 3001 Berne, tél. 031 300 58 58, fax 031 300 58 59, info@udc.ch | Conception et graphisme: GOAL SA für Werbung und Public Relations | Crédits photos: iStockphoto, Shutterstock, www.admin.ch, www.parlement.ch, UDC Suisse | Imprimerie: DZZ Druckzentrum Zürich SA

Attention : cette publication n'est ni une publicité, ni une réclame, mais c'est une information politique. Elle peut donc être distribuée dans chaque boîte aux lettres même en présence d'un autocollant interdisant la publicité. Nous vous remercions de votre compréhension.

Le modèle à succès suisse s'appelle «ouverture au monde et autodétermination»

Accord-cadre UE – libre circulation des personnes – avenir de la Suisse – signification des élections au Conseil national – Greta Thunberg : «Edition Spéciale» s'est entretenue avec Christoph Blocher, ancien conseiller fédéral, au sujet des défis actuels que doit relever la Suisse.

Pourquoi la Suisse se porte-t-elle économiquement mieux que d'autres pays ? Parce que la Suisse bénéficie d'une avance en termes de liberté, de sécurité et de responsabilité individuelle. Son modèle à succès s'appelle ouverture au monde et autodétermination. Voilà pourquoi la Suisse n'est pas membre de l'UE. Or, certaines forces politiques cherchent à miner, voire à détruire ce modèle à succès. Cela m'inquiète.

L'économie ronfle, les gens ont du travail... et vous vous inquiétez de l'avenir de la Suisse ?

C'est dans des périodes prospères que les hommes, les entreprises et les pays préparent leur ruine.

conduit la Suisse dans l'UE. Disons-le tout net : celles et ceux qui veulent signer ce contrat ne l'ont pas lu ou suivent égoïstement leurs propres intérêts financiers et politiques sans égard pour notre pays et le bien-être de ses habitants.

Non seulement les associations économiques, mais aussi les universités et les étudiants sont pour l'accord-cadre.

Oui, je sais. Ces milieux voulaient déjà nous pousser dans l'UE en 1992. Sans dénigrer l'enthousiasme et les visions des jeunes, je constate que l'expérience et le bon sens nous dictent une autre voie. Heureusement que le peuple a refusé l'adhésion à l'UE en 1992.

La Suisse peut-elle vraiment se soustraire à cette contrainte ?

Bien sûr ! Si la Suisse le veut et exprime clairement sa volonté, les choses sont très simples. La Suisse a surmonté des moments bien plus difficiles dans le passé sans pour autant s'abandonner.

Comment les choses continueraient-elles en Suisse sans cet accord ?

C'est très simple : la Suisse poursuivrait sur la voie qui a fait la preuve de son efficacité : ouverte au monde, mais sans abandonner les piliers de son Etat. Des jours difficiles approchent. L'histoire nous l'a prouvé : c'est en restant fidèle à elle-même que la Suisse surmonte le mieux les difficultés.



Le Conseil fédéral affirme que faute de cet accord-cadre nous serions discriminés par l'UE.

Pures sottises. Cela fait trente ans que l'on brandit cette menace. L'UE exporte davantage en Suisse que la Suisse exporte dans l'UE. Il ne viendrait à l'idée de personne de discriminer un aussi bon client.

Ne voyez-vous pas les choses trop en noir ?

Non. Ce traité de soumission donne non seule-

ment à l'UE le droit d'édicter des lois en Suisse, mais en plus il appartiendrait en cas de litige à la Cour de justice de l'UE, donc au tribunal de la partie adverse, de trancher. Nous autres Suisses, nous devrions nous soumettre à du droit et à des juges étrangers. Voulons-nous vraiment que, par exemple, notre politique des transports soit déterminée par l'UE ? Que Bruxelles fixe notre politique agricole ? Ou que l'UE décide que chaque immigrant a droit à la totalité de l'aide sociale suisse ? Faut-il que l'UE décide comment nous organisons nos banques cantonales ? Ou qu'elle décide du niveau de nos impôts ? Combien de milliards serons-nous contraints de verser à Bruxelles ?

« Les politiciens qui acceptent un tel traité de soumission doivent être tombés bien bas ! »

La Suisse exporte massivement à l'étranger. Ne faut-il pas alors poursuivre la globalisation, s'aligner sur l'UE ?

Nick Hayek, patron du groupe Swatch, l'a dit très clairement : la Suisse n'a certainement pas à s'adapter aux conditions-cadres imposées par l'UE. C'est au contraire l'UE qui doit s'approcher de celles de la Suisse. Il a raison. Nous avons objectivement de meilleures conditions-cadres.

Mais l'accord-cadre ne nous fait pas entrer dans l'UE. Il nous rattache seulement à celle-ci.

L'accord-cadre donne à l'UE le droit d'édicter les lois valables en Suisse – même contre la volonté des citoyens suisses. Les politiciens qui acceptent un tel traité de soumission doivent être tombés bien bas ! Or, à l'exception de l'UDC, tous les partis veulent cet accord.

Les associations économiques et les grands managers veulent aussi signer cet accord.

Oui, malheureusement ! Alors qu'ils savent très bien que cet accord-cadre

L'UDC veut mettre fin à la libre circulation des personnes avec son initiative de limitation. Les adversaires de ce projet affirment qu'il nuit à l'économie.

Le but de cette initiative est de limiter l'immigration excessive que subit la Suisse. La Suisse doit gérer de manière autonome l'immigration sur son territoire, comme l'ont décidé le peuple et

trueuses. Aujourd'hui déjà, la Suisse affiche un taux de chômage plus élevé que l'Allemagne à cause de la libre circulation des personnes et une politique d'asile irresponsable ! Notre bonne situation économique est ébranlée. Voulons-nous attendre que la Suisse sombre dans un chômage de masse ? Non, je crois que nous devons enfin agir.

Mais la Suisse a besoin de spécialistes

d'habitants . Conséquences parmi d'autres : du stress dû à une densité démographique excessive et le bétonnage des paysages.

Pourquoi est-il si important que l'UDC gagne ces élections ?

Si l'UDC perd, elle aura moins de sièges au Parlement et l'opposition aux décisions insensées prises par la Berne fédérale au détriment de notre liberté et de notre sécurité sera affaiblie. La Berne fédérale pourra alors alourdir encore plus la bureaucratie, augmenter les impôts, taxes et redevances et multiplier les interdictions. En clair : le niveau de vie baissera en Suisse, surtout



les cantons. Manquant totalement de respect pour la volonté du peuple, une classe politique ivre de pouvoir a refusé d'appliquer ce mandat constitutionnel et l'a même inversé. L'UE a jusqu'ici refusé de négocier. C'est là qu'intervient l'initiative de limitation. L'accord de libre circulation des personnes ne doit être résilié que si l'UE refuse d'en renégocier les termes. L'économie n'en tire aucun inconvénient. Les professionnels dont les entreprises ont besoin continueront de venir, tout comme les frontaliers. Les milieux économiques n'ont rien à craindre.

En revanche, cette initiative stoppera l'immigration abusive qui provoque du chômage et des charges sociales mons-

étrangers. Comment régler ce problème sans la libre circulation des personnes ? Si on ne trouve pas ces spécialistes en Suisse, on peut les faire venir de l'étranger. Des permis de travail de courte durée continueront d'être accordés. La Suisse a agi de la sorte avec succès entre 1971 et 2007. Puis l'UE lui a imposé la libre circulation des personnes. Le Conseil fédéral a promis que l'immigration ne dépasserait pas 8000 à 10'000 personnes par an. Or, plus de 65'000 par an en chiffres nets sont venus et les charges sociales ont explosé. Le même laxisme régit la politique d'asile. Depuis 2007 la population de la Suisse a augmenté d'un million

pour la classe moyenne.

La Suédoise Greta Thunberg a environ l'âge de vos petits-enfants. Que diriez-vous à cette jeune activiste pour le climat si vous la rencontriez ?

Je dirais : « Bonjour Mademoiselle Thunberg, c'est bien que vous vous engagiez pour un bon climat. Veillons donc tous ensemble à la qualité de l'air et de l'eau, à des sols sains, mais sans pour autant lancer des mesures insensées, excessivement coûteuses, disproportionnées et qui, de surcroît, n'ont aucune efficacité. Le principal résultat de ces mesures est de réduire la liberté et la sécurité des gens et, en plus, de les appauvrir. »

Christoph Blocher en quelques mots

Naissance: 11 octobre 1940 à Zurich, grandit à Laufen près des chutes du Rhin – **Originaire:** Meilen/ZH et de Schattenhalb/BE, citoyen d'honneur de Lü dans le Val Mustair – **Domicilié:** Herrliberg/ZH, marié, 4 enfants, 12 petits-enfants – **Formation:** 2 ans d'apprentissage agricole à Ossingen/ZH, études de droit à Zurich, Montpellier et Paris, doctorat en droit – **Carrière professionnelle:** entrée au service juridique de l'entreprise EMS-Chemie après ses études, président de la direction d'EMS-Chemie (anciennement Emser Werke), reprise de la majorité des actions d'Ems-Chemie Holding SA, président et délégué du conseil d'administration d'EMS-Chemie Holding SA, entrepreneur en médias – **Carrière militaire:** colonel, anc. Cdt Ls Rgt 41 – **Parcours politique:** cofondateur du «Studentenring» de l'Université de Zurich, membre du conseil communal de Meilen, député au Grand Conseil, président de l'UDC du canton de Zurich, conseiller national, président de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN), conseiller fédéral et chef du Département fédéral de justice et police, président du Comité contre l'adhésion insidieuse à l'UE ; en 2018, démission de tous ses mandats politiques.

Stoppez les combinards de l'UE du Palais fédéral !

par Céline Amaudruz, conseillère nationale et candidate au Conseil national, gestionnaire de fortune

Au jeu du Mikado, le perdant est celui qui fait bouger le premier ses baguettes. Dans la bataille concernant l'accord de rattachement à l'UE, les perdants seraient manifestement ceux qui annoncent la couleur avant les élections fédérales du 20 octobre. Les partis qui acceptent ce diktat de l'UE évitent en tout cas soigneusement ce thème.



Ils préféreraient ne pas du tout en parler. Mais ils sont tous complices : économiques, Union patronale,

PLR, PDC, Verts Libéraux, Verts et PS. Même les syndicats, appâtés par des concessions qui nuisent à la liberté du marché du travail, rejoindront le camp des partisans de l'accord-cadre avant la fin de l'année.

Le modèle à succès suisse est menacé

La Suisse était à l'origine un pays pauvre. Son succès exceptionnel en termes de prospérité, de paix et d'équilibre social s'explique uniquement par les piliers de son Etat qui s'appellent démocratie directe, fédéralisme et neutralité armée. Tout cela serait menacé par l'accord de

rattachement à l'UE. Ce contrat permettrait à l'UE d'imposer ses règles dans les domaines de la libre circulation des personnes, de la politique agricole, des normes industrielles, de l'approvisionnement énergétique et même des axes de transit nord-sud.

Le peuple évincé

Le peuple, actuellement le patron en politique, serait mis à l'écart. Il serait remplacé par le droit UE et le tribunal UE. On tente de nous faire croire que nous pourrions tout de même voter, mais que nous devrions alors accepter les «mesures de compensation» de

Bruxelles. Cela relève du même cynisme que de dire aux automobilistes : «Vous êtes libres de foncer à 180 km/h dans une zone limitée à 30,

et une amende de quelques dizaines de milliers de francs.»

Cette thématique paraît suffisamment importante pour être débattue avant les élections. Mais la coalition du rattachement à l'UE craint la lumière du jour. »

mais vous devez simplement accepter les mesures de compensation, soit le retrait définitif du permis de conduire, une peine d'emprisonnement

Ne permettez pas qu'on vous roule dans la farine ! Votez pour des représentants du peuple qui défendent à visage découvert les piliers de notre Etat !

Comme dans un match Suisse-France où la France fixerait les règles du jeu

par Michaël Buffat, conseiller national, directeur de banque

Ledit accord-cadre que l'UE veut imposer à la Suisse n'est pas autre chose qu'un traité de soumission au profit exclusif de Bruxelles. Aucun Etat au monde n'accepterait cela.



tions de plusieurs années est le pré-sent «accord-cadre institutionnel».

L'accord avec l'UE évincé les citoyennes et citoyens suisses

Cet accord marque la fin et non pas la poursuite de la voie bilatérale. Le peuple, les cantons et le Parlement n'auraient plus voix au chapitre dans les principales questions touchant à l'avenir de notre pays. Législateur suprême, le peuple suisse serait privé de son pouvoir dans des domaines essentiels de notre politique économique, sociale et étrangère. La Suisse serait contrainte de reprendre du droit étranger, de reconnaître des juges étrangers et, si son peuple vote autrement que ne le souhaite Bruxelles, l'UE pourrait en toute légalité punir notre pays.

Ce serait comme un match de football Suisse-France où les Français fixeraient les règles du jeu, les modifieraient en cours de rencontre,

nommeraient l'arbitre et auraient de surcroît le droit de donner des coups de pieds aux joueurs suisses. Parmi les 194 pays du monde, je n'en vois pas un seul acceptant un accord aussi «unilatéral», un traité de soumission qui le livrerait pieds et poings liés à une organisation d'Etats.

« Cet accord marquerait la fin et non pas la poursuite de la voie bilatérale. »

Mais en 2008 l'UE a fait comprendre clairement à la Suisse qu'elle n'acceptait plus des accords bilatéraux de ce genre. En lieu et place de rapports entre partenaires égaux en droit, Bruxelles exigeait un «cadre» englobant tous les accords passés et futurs ce qui implique que dorénavant la Suisse doit reprendre les modifications imposées par l'UE. L'affaire a été négociée et le résultat des négocia-



Engagez-vous maintenant pour la liberté, l'indépendance et l'autodétermination de la Suisse !

Le comité interpartis «NON à l'adhésion insidieuse à l'UE» mène la bataille contre «l'accord-cadre UE», ce traité de soumission proposé par le Conseil fédéral. Le comité contre l'adhésion insidieuse à l'UE compte de nombreuses personnalités connues de toute la Suisse. Il est présidé par Roger Köppel, conseiller national et éditeur du magazine «Weltwoche». Devenez vous aussi membre en vous inscrivant sur le site www.non-ue.ch ou en remplissant la **formule d'adhésion à la page 8**.

Devenez membre du comité interpartis «NON à l'adhésion insidieuse à l'UE» !

L'accord-cadre – un carcan qu'on veut nous imposer

par Jean-Luc Addor, conseiller national, avocat

L'accord-cadre que le Conseil fédéral a négocié avec l'UE est taillé sur mesure pour la Suisse, affirment ceux qui l'ont négocié. C'est le contraire qui est vrai : cet accord nous étoufferait à tous points de vue.



L'accord-cadre institutionnel avec l'UE que nous présente le Conseil fédéral ne nous va pas. Il n'est absolument pas «taillé sur mesure». Les tailleurs de l'UE n'ont pas pris une

seule fois la mesure de la Suisse. Ce contrat est bien plus un carcan dans lequel on veut nous presser. Il nous impose des réglementations européennes qui ne conviennent ni à notre vie quotidienne, ni à nos valeurs. Il nous impose du droit UE et nous punit si nous décidons autrement. La décision finale appartiendrait aux juges étrangers de la Cour de justice UE. Le tribunal arbitral n'aurait strictement rien à dire.

« L'accord qu'on nous soumet étend massive-ment la libre circulation des personnes. »

Immigration facilitée

L'accord qu'on nous soumet étend massivement la libre circulation des personnes en simplifiant encore plus l'obtention d'un droit de séjour et le regroupement familial. L'immigration de masse augmenterait et avec elle la pénurie de logements, le niveau des loyers, l'engorgement

des routes et des trains. Les institutions sociales seraient contraintes d'augmenter les cotisations et de réduire leurs prestations. Le partenariat social traditionnel de la Suisse serait remplacé.

Des milliards à payer

L'interdiction européenne des aides publiques entraverait le développement économique des cantons et des communes. Les systèmes fiscaux cantonaux seraient touchés : l'encouragement d'implantations, les aides économiques et les promotions régionales des cantons ne seraient plus possibles sans l'accord de l'UE. La TVA européenne de 15% au minimum renchérirait notre consom-

mation. Des institutions helvétiques, qui ont fait la preuve de leur efficacité, ne seraient plus admises : usines hydrauliques, fournisseurs de réseaux électriques, assurances cantonales des bâtiments, SUVA, banques cantonales, hôpitaux, mais aussi de nombreuses institutions sportives, culturelles et de loisirs. Et pour couronner le tout, nous serions contraints de payer des milliards de francs pour tous ces inconvénients ! Nous devrions cofinancer les programmes UE actuels et

futurs et, surtout, verser des milliards au fonds de cohésion UE.

Abandonner notre droit de vote

Non, nous refusons ce carcan ! L'accord-cadre menace globalement le succès et l'autodétermination de la Suisse. Il prive les citoyennes et citoyens de leurs droits politiques. Nous ne voulons pas de cela ! Le Conseil fédéral doit refuser catégoriquement cet accord.

Accord institutionnel – rendez-vous compte de ce que l'UE exige vraiment de la Suisse

Tout le monde parle de ce traité appelé accord-cadre UE et, hormis l'UDC, tout le monde le réclame. Mais personne, hormis l'UDC, ne veut en parler avant les élections fédérales du 20 octobre. C'est normal, car il suffit de lire le texte de cet accord pour se rendre très vite compte ce qu'il signifie : la soumission totale de la Suisse à l'UE, la fin de la démocratie directe, de l'indépendance, de la liberté et de l'autodétermination de la Suisse. Le PDC, le PBD, le PLR, les Verts, les Verts Libéraux et le PS sont prêts à brader la Suisse.

Lisez vous-même sur www.non-ue.ch

(Dans le menu du site internet www.non-ue.ch, cliquez sur «accord-cadre commenté»)

Plus d'argent pour l'AVS et moins pour l'étranger

par Marcel Dettling, conseiller national, agriculteur

La confédération dépense toujours plus d'argent pour l'étranger. L'UDC entend changer cela et garantir les rentes AVS des Suissesses et des Suisses. Elle propose de prélever au moins un milliard de francs par année sur les quelque 5 milliards que la Confédération affecte uniquement à l'aide au développement et à l'asile et de transférer ce montant à l'AVS. Idem pour le milliard de cohésion de l'UE qui serait également mieux à sa place dans l'AVS.



Atteignant plus de 50'000 personnes en 2018, soit autant que la population de la ville de Bienne, l'immigration est toujours six fois plus élevée que le Conseil fédéral avait tenté de le faire croire au peuple suisse avant la votation sur la lib-

re circulation des personnes. La préférence nationale exigée par le peuple suisse a été inversée et traduite en une préférence étrangère par l'alliance PLR-PS. Pourtant, le taux de chômage suisse, soit 4,8%, est plus élevé que celui de l'Allemagne.

L'immigration coûte à la Suisse des sommes monstrueuses en termes de contributions sociales, de frais d'intégration et d'infrastructures. Parallèlement, la Confédération dépense une somme énorme – près de 5 milliards de francs par an – pour l'asile et l'aide au développement, soit plus que pour la sécurité nationale et même le double du montant consacré à la production agricole. De surcroît, la Suisse s'approprie à faire cadeau à l'UE de plus d'un milliard de francs pour ladite

cohésion. Notre pays dépense de plus en plus d'argent pour l'étranger et pour entretenir les migrants sociaux du monde entier.

Cette politique est inacceptable et doit changer. L'initiative UDC de limitation veille à ce que la Suisse gère enfin elle-même l'immigration conformément à la volonté du peuple. Il s'agit également de fixer de nouvelles priorités pour les dépenses fédérales. Au moins un milliard de francs doit être transféré de l'aide au développement et de l'asile vers l'AVS. En outre, il n'y a pas lieu de verser 1,3 milliard de francs au fonds de cohésion de l'UE. Cet argent doit profiter aux habitants de la Suisse afin de garantir les rentes AVS d'une classe moyenne qui travaille durement.

Le travail doit à nouveau valoir la peine

par Jean-François Rime, conseiller national, entrepreneur et président de l'Union suisse des arts et métiers

Conçue initialement comme un soutien passager pour surmonter des situations d'urgence, l'aide sociale est depuis longtemps devenue un revenu de base sans condition pour certains groupes de la population, notamment les personnes de l'asile. Il s'agit là d'une dérive fatale qui rend le travail peu attrayant et coûte des milliards de francs aux contribuables.



Lorsque la Conférence suisse des institutions d'aide sociale (CSIAS) annonce bruyamment que toute réduction de l'aide sociale est impossible et inhumaine, elle donne dans la pure propagande des travailleurs sociaux. Selon les directives CSIAS, un ménage à une personne doit toucher une contribution

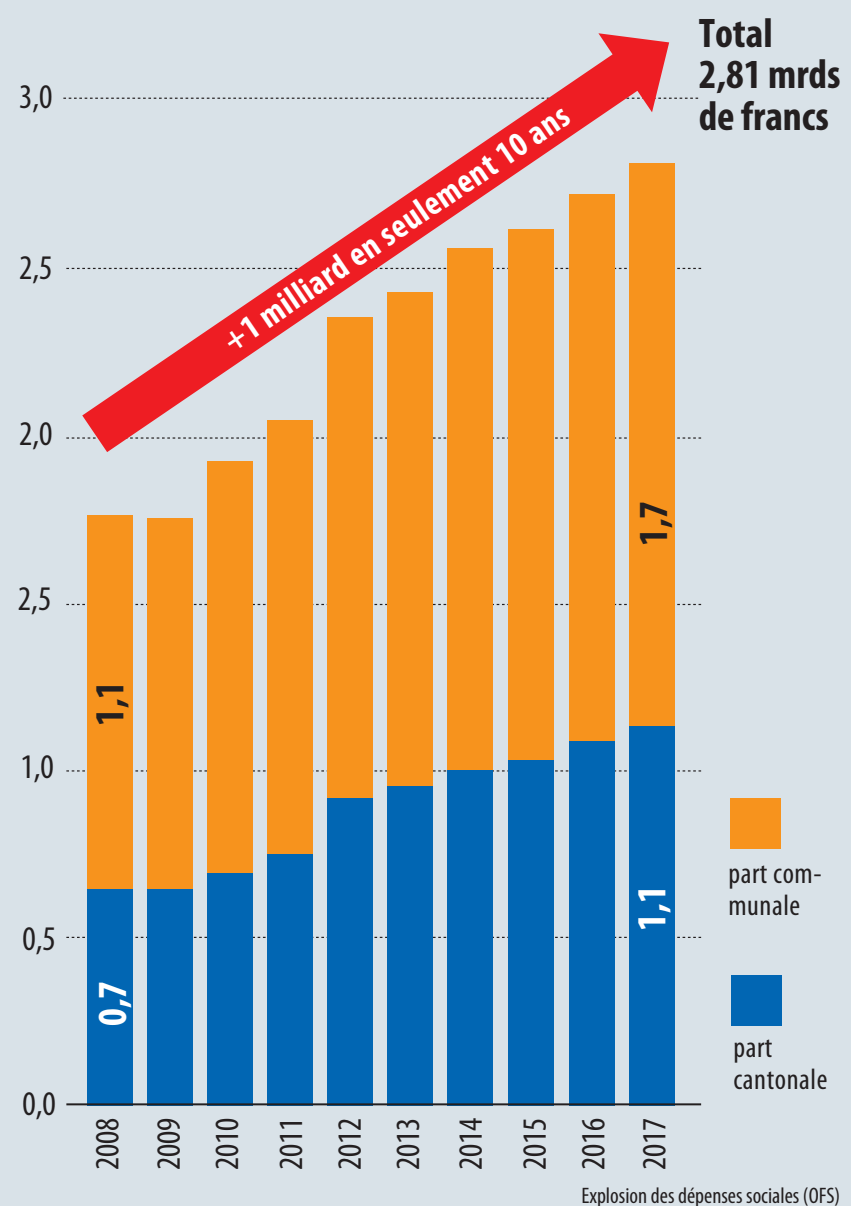
mensuelle de base en liquide de 986 francs. Ce montant est de 2'110 francs pour un ménage de quatre personnes. Les bénéficiaires sont libres de dépenser cet argent comme ils l'entendent.

Contrairement à ce que suggère la CSIAS, cette contribution dite pour les besoins de base n'est pas, beaucoup s'en faut, tout ce que reçoivent les bénéficiaires de l'aide sociale. Une famille de quatre personnes touche de surcroît pour le loyer, les primes d'assurance-maladie (LAMal) et au titre desdites prestations circonstancielles (par exemple, le dentiste, l'hygiène dentaire, la crèche d'enfants, le matériel scolaire, les abonnements aux transports publics, etc.) des contributions d'une valeur dépassant largement 5'000 francs par mois. Tout cela bien entendu hors impôts.

Une personne qui veut entretenir sa famille avec du travail payé doit gagner nettement plus que ce qu'elle recevrait de l'aide sociale sans payer d'impôts. A un revenu inférieur, le travail ne vaut pas la peine. Il est cependant illusoire de penser qu'une personne de formation modeste et sans expérience professionnelle puisse gagner plus de 6'000 francs par mois.

L'Etat ne doit pas dépenser plus d'argent pour l'aide sociale, mais renforcer les incitations poussant les gens à travailler. Les personnes travailleuses et motivées doivent être récompensées alors que les paresseux et les récalcitrants à l'intégration doivent se contenter du minimum. L'aide sociale publique est liée à une obligation générale de travailler.

Explosion des coûts de l'aide sociale en milliards de francs



Moins de masques, plus de sécurité

par Yves Nidegger, conseiller national, avocat



L'initiative populaire «Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage» accroît la sécurité publique. Elle fournit une base légale pour s'opposer enfin aux hordes de vandales et casseurs masqués qui sévissent impunément lors de manifestations, sportives notamment, ou dans le contexte des cortèges du 1er mai.

En interdisant le voile intégral, l'initiative veut protéger en outre le droit constitutionnel des femmes à l'égalité et à la liberté. Des femmes et des hommes libres se regardent à visage découvert lorsqu'ils se parlent. Le principe élémentaire de

l'égalité des droits commande de veiller à ce que les femmes comme les hommes montrent leur visage en public. L'interdiction de dissimuler son visage ne porte par ailleurs aucune atteinte à la liberté de sortir dans la rue avec la tenue vestimentaire de son choix. Car cette liberté est soumise au respect de l'ordre public. De même que la nudité intégrale (ne rien cacher de soi) contrevient à l'ordre public, le voile intégral (ne rien montrer de soi) y contrevient tout autant. Cette initiative sera soumise au vote du peuple et des cantons l'an prochain. Nous comptons sur votre soutien.

Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage



Liberté et sécurité.

www.udc.ch

Votez UDC!





Que veut l’initiative UDC de limitation?

L’initiative de limitation exige une gestion raisonnable et autonome de l’immigration. Elle sera probablement soumise au souverain en mai 2020. Depuis l’introduction de la libre circulation des personnes en 2002, 1,1 million de personnes en chiffres nets ont immigré en Suisse. Et année après année 60’000 à 80’000 étrangers continuent de s’installer dans notre pays.

Les conséquences de ce phénomène sont énormes. Les partisans de la libre circulation des personnes prétendent que l’immigration est d’une importance centrale pour l’économie. Cette affirmation n’est juste que si on considère

l’économie de manière isolée et que l’on ignore délibérément les autres coûts – par exemple au niveau des institutions sociales, de la formation, de la santé ou de la sécurité. Et si on ferme les yeux devant la pression massive que la libre circulation des personnes exerce notamment sur les salariés de plus de 50 ans qui sont facilement remplacés par une main-d’œuvre importée plus jeune et moins chère. Le Conseil fédéral tente de résoudre ce problème par une nouvelle institution sociale appelée «rente pont».

Les besoins de l’économie en professionnels qualifiés peuvent parfaitement être satisfaits de manière unilatérale et

contrôlée par la Suisse, donc sans accord de libre circulation, mais, conformément à la Constitution fédérale, en tenant compte de la situation économique générale et en appliquant la préférence nationale qui protège les salariés âgés.

La position de l’UDC est claire: la Suisse ne peut combattre les conséquences graves et onéreuses de la libre circulation qu’en reprenant en Suisse le contrôle de l’immigration. L’accord de libre circulation l’empêche de le faire. Ce traité conclu avec l’UE donne à 500 millions de citoyens UE le droit d’immigrer en Suisse.

www.initiative-de-limitation.ch

Opinion

La destruction du modèle à succès suisse?

Christoffel Brändli commente l’immigration et la politique environnementale

Durant les treize ans écoulés la population de la Suisse a augmenté de plus d’un million d’habitants à cause de l’immigration. Hormis l’UDC, tous les partis politiques souhaitent prolonger cette immigration déterminée par l’UE et imaginent sans inquiétude une Suisse à 10 millions d’habitants.

De toute évidence, les partisans de cette immigration se laissent guider par des intérêts commerciaux à court terme et ferment les yeux devant les conséquences de ce phénomène. Or, la Suisse risque d’y perdre durablement sa prospérité. Pourquoi?

La croissance démographique et les besoins supplémentaires qui en découlent exigent une augmentation de l’espace habitable de 20 à 30 %. Cela signifie concrètement le bétonnage des paysages ou, en procédant à des constructions denses, l’émergence de bidonvilles dans nos agglomérations. Aujourd’hui déjà nous assistons à ce développement sans réagir. Vous êtes-vous demandé ce que cela signifie, par exemple, pour la ville de Coire que de devoir mettre à disposition 30 % de plus d’espace de logement? Où sont donc les Verts-Libéraux qui récemment encore ont fait de grandes déclarations en faveur de la conservation des surfaces cultivables?

Le besoin en espace habitable n’est pas le seul problème. Un à deux millions d’habitants supplémentaires chargent encore plus nos infrastructures de transport qui ont déjà atteint les limites de leur capacité. Un à deux millions d’habitants supplémentaires signifie au moins 500’000 voitures de plus ou implique une extension excessivement onéreuse des transports publics.

Nos institutions sociales – AVS, aide sociale, assurance-maladie et autres – seront encore plus difficiles à financer. Le seul financement des rentes AVS supplémentaires exige la création de deux à trois millions nouveaux emplois. Une chose totalement impossible à l’ère

de la numérisation. Une Suisse à 10 millions d’habitants consommera aussi beaucoup plus d’énergie. Personne ne sait où on pourra la prendre.

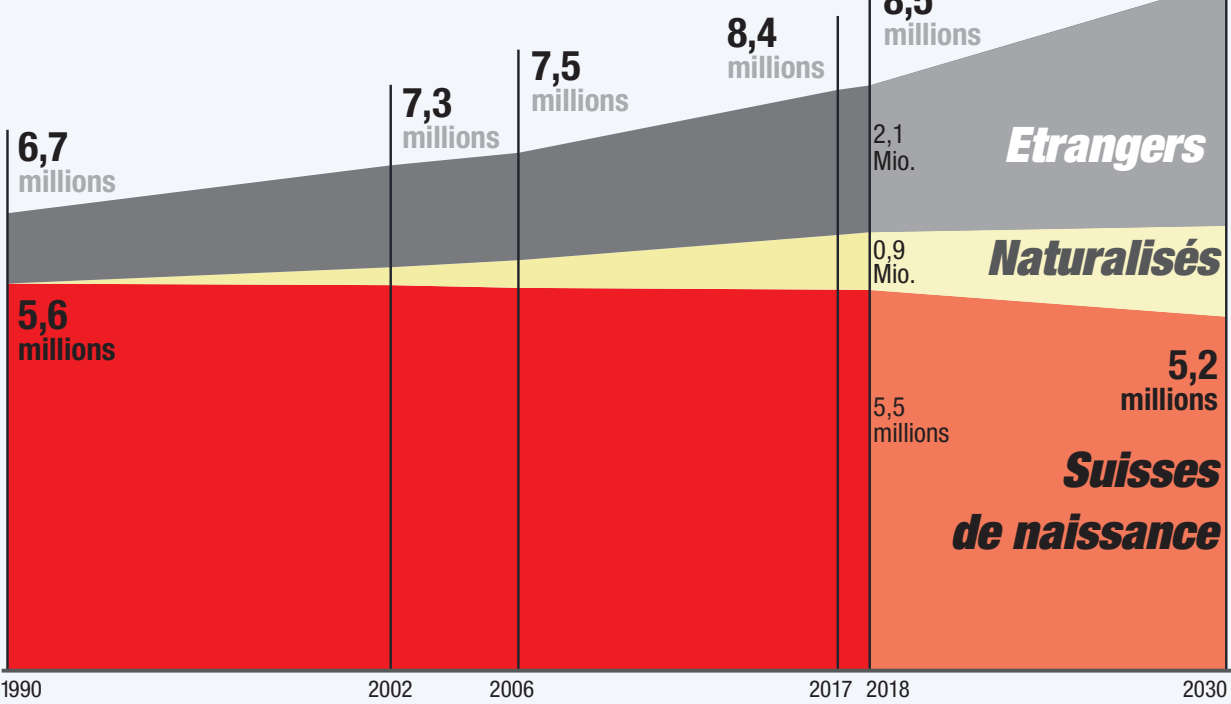
Notre société change elle aussi de manière dramatique. L’intégration des immigrants n’est plus guère possible. Les tensions entre nouveaux arrivants et autochtones augmentent. Les écoles ont de plus en plus de mal à atteindre leurs objectifs de formation en raison de la composition hétérogène des classes. La population autrefois homogène est en train de se disperser en groupes d’habitants qui vivent certes ici, mais qui n’ont plus aucun rapport entre eux.

Comment la politique réagit-elle face à ce développement? On fonde une alliance pour le climat – on ne sait pas très bien ce que cela veut dire – et on tente de détourner l’attention du public des problèmes que pose une immigration totalement démesurée. La grande industrie se montre reconnaissante à l’égard de la politique parce que l’immigration lui permet d’augmenter ses bénéfices.

Il est temps que le peuple suisse s’éveille et qu’il prenne en main son avenir. Il est minuit moins cinq et l’accord-cadre, par lequel la Suisse se soumettra définitivement à l’UE, est proche de son application. Ainsi, la démesure aura atteint l’objectif final: la destruction définitive du modèle à succès suisse qui se fonde sur l’autodétermination, la modestie et la liberté.

Christoffel Brändli était conseiller d’Etat et il a siégé au Conseil des Etats. Il habite à Landquart (GR).

Bientôt 10 millions d’habitants en Suisse ?



L’immigration croissante provoque une explosion démographique. Source: OFS, développement de la population résidente permanente en Suisse & propres extrapolations. Naturalisations par an cumulées depuis 1990.

Préserver notre environnement – limiter l’immigration

Le résultat de l’immigration de masse incontrôlée: durant les 13 années passées, un million de personnes ont immigré en Suisse. Cette explosion démographique nuit directement à notre environnement et au climat. Ses conséquences sont désastreuses: pendant ces treize années, des espaces verts d’une surface équivalente à 57’000 terrains de football ont été couverts de constructions. En d’autres termes, 407 millions de mètres carrés de nature ont été bétonnés, notamment pour construire 454’000 nou-

veaux logements. Un million d’immigrants signifie aussi 543’000 voitures et 789 autocars de plus sur les routes et 9 milliards de kilomètres supplémentaires parcourus. Avec un million d’habitants de plus, la Suisse consomme au moins 2 milliards de kilowattheures de plus par an, ce qui correspond à la production de 500 grandes éoliennes. Enfin, un million d’immigrants provoquent une augmentation de la consommation d’eau de 59 milliards de litres par an.

Arrêtons de bétonner la Suisse !



Des questions

- Concernant le matériel électoral ?
- Concernant les élections ?

Renseignements gratuits et compétents ici !

A partir du 13 septembre et jusqu'au 20 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats 2019. Comment élire correctement ? Comment voter correctement pour que ma voix serve au mieux les intérêts de la Suisse ?

Nous sommes à votre disposition tous les jours de 09h00 à 18h00 et également le week-end.



Hotline électorale gratuite :
0800 0 1291 0

Courriel :
elections@udc.ch



Dans un local sombre...



... peu après 21 heures, les fers de lance du parti le plus fort de Suisse se réunissent. La période la plus folle de la vie politique est probablement en train de recommencer ...

Regardez «Campagne électorale – le film» sur

<https://wahlkampfderfilm.ch/fr/>



Grand quiz électoral

www.udc.ch/concours



1 Que signifie le projet d'accord-cadre UE pour la Suisse ?

- ☐ L'intégration de la Suisse dans l'UE = **FA**
- ☐ La soumission de la Suisse à l'UE = **VO**



2 Combien d'immigrants en chiffres nets sont venus en Suisse depuis 2007 ?

- ☐ environ 100'000 = **KE**
- ☐ environ 1'000'000 = **T**



3 Qui pouvez-vous appeler gratuitement si vous avez des questions concernant le matériel électoral ?

- ☐ Darius Rochebin = **NE**
- ☐ La Hotline électorale gratuite de l'UDC = **EZ**



4 Quel est le slogan électoral de l'UDC pour les élections du 20 octobre ?

- ☐ «Bièrte gratuite et sécurité» = **W**
- ☐ «Liberté et sécurité» = **U**



5 A quel niveau passerait la TVA suisse (actuellement 7,7%) en cas d'adhésion à l'UE ?

- ☐ A au moins 10 % = **S**
- ☐ A au moins 15 % = **DC**



6 Qui a dit : «Cet accord serait la fin et non pas la poursuite de la voie bilatérale» ?

- ☐ Thomas Matter, conseiller national = **!**
- ☐ Christa Markwalder, conseillère nationale PLR = **F**

Liberté et sécurité. La Suisse doit le rester. J'y contribue !

- ☐ Je souhaite devenir membre de l'UDC à mon lieu de domicile, resp. dans ma région/mon canton. Je verse une cotisation annuelle et je suis invité aux assemblées et manifestations du parti.
- ☐ Je souhaite être informé sur les activités en cours, les communiqués de presse et les articles de l'UDC Suisse. Veuillez m'envoyer dès à présent votre lettre d'information gratuite à l'adresse courriel ci-dessous.
- ☐ Veuillez m'envoyer gratuitement le programme politique de l'UDC Suisse.
- ☐ Je suis prêt à mettre à disposition mon terrain, ma grange, un mur de ma maison pour des affiches de la **campagne UDC au Conseil national**.

Veuillez m'envoyer :

_____ Affiches A0 pour tous les temps (solide) (A0 = 84,1 cm x 118,9 cm)

_____ Affiches A2 en papier (A2 = 42 cm x 59,4 cm)

- ☐ Je soutiens la **campagne de l'UDC au Conseil national** (les dons peuvent être déduits dans une certaine mesure des impôts cantonaux et communaux).
- ☐ Je fais un don de _____ francs sur le **CCP 30-8828-5** de l'UDC Suisse.
- ☐ Veuillez m'envoyer un bulletin de versement de l'UDC Suisse
- ☐ J'accepte que vous utilisiez mon adresse pour la publicité de l'UDC.
- ☐ Je souhaite devenir membre du comité interpartis «Non à l'adhésion insidieuse à l'UE» (voir article à la page 5).

Nom/Prénom _____

Rue _____

NP/Lieu _____

Téléphone _____

Courriel _____

Signature _____

Découper, glisser dans une enveloppe et renvoyer à l'adresse suivante :
UDC Suisse, Secrétariat général, case postale, 3001 Berne
Courriel : info@udc.ch, téléphone 031 300 58 58, fax 031 300 58 59

Participez au concours en ligne :
www.udc.ch/concours

Enoncé de la solution correcte

1 2 3 4 5 6

Cochez les réponses correctes, écrivez les lettres correspondantes dans la même suite que les questions et renvoyez la solution. Délai de renvoi : 20 octobre 2019

1^{er} au 5^e prix : invitation personnelle au domicile de Christoph Blocher qui vous fera visiter, à vous-même et à la personne qui vous accompagne, sa collection privée de tableaux des peintres Anker et Hodler.

Les gagnants seront informés par écrit fin octobre 2019. Il n'y aura aucune correspondance concernant le concours. Un versement au comptant n'est pas possible. Tout recours judiciaire est exclu.

www.udc.ch



La lente agonie de la viticulture suisse



Mathias Delaloye
Député
Négociant et encaveur - Ardon
Candidat sur la liste 13

Tout avait pourtant si bien commencé. En 1992, l'adhésion à l'espace économique européen (EEE) est rejetée par les Suisses. Grâce à l'UDC, notre viticulture se voit préservée de la concurrence déloyale des vins étrangers.

Vingt-six ans plus tard, le constat est catastrophique. En 1992, la Suisse buvait plus de 300 millions de litres de vin et les vins suisses occupaient 45% des parts de marché. Aujourd'hui, les consommateurs ne boivent plus que 240 millions de litres et la Suisse n'occupe plus que 35% des parts de marché. Le contingent d'importation est utilisé en plein depuis son début et les 60 millions de baisse de consommation impactent uniquement les vins suisses. Les viticulteurs contraints de produire de moins en moins voient leurs revenus fondre comme neige au soleil. La rentabilité et le profit liés au libéralisme font mourir les amoureux de la vigne.

Quand ils auront tous disparus... Qui entretiendra nos somptueux côteaux et nos murs en pierres sèches ? Une so-



Il est décidé un contingent d'importation de 170 millions de litres. La grande distribution se frottait déjà les mains en vue d'importer des crus étrangers bon marché et de réaliser des marges indécentes.

ciété éclairée commence par consommer dans son propre jardin avant d'aller chercher dans celui de ses voisins. Se recentrer sur une consommation locale est, finalement, la plus belle preuve d'écologie. ■

L'UDC, le parti du peuple

Nous n'oublions pas que dans sa dénomination allemande, l'UDC (SVP, Volkspartei), c'est le parti du peuple. C'est ce que nous sommes et ce que nous voulons rester.

Le 9 février 2014, en apportant un soutien décisif à l'initiative UDC contre l'immigration de masse, nombre de travailleurs de ce pays l'avaient déjà bien compris : pour que les nôtres puissent garder ou retrouver un travail et des conditions de vie décentes, il faut commencer par limiter l'immigration. La sécurité du travail commence par le contrôle de nos frontières.

Quant à moi, depuis bientôt quatre ans, j'ai travaillé, de diverses manières, à empêcher que trop des nôtres, Valaisans ou Confédérés, restent au bord de la route et que la cohésion sociale, dans notre pays, éclate pour faire place à une société à deux vitesses ou plus.

C'est ainsi que j'ai convaincu le groupe UDC de refuser l'augmentation de la franchise minimale de l'assurance-maladie. Nous n'allons quand même pas faire supporter l'augmentation des coûts de la santé à ceux qui, aujourd'hui déjà, sont écrasés par des primes qu'ils n'arrivent plus à payer !

La justice sociale, c'est d'abord de veiller à ce que la famille et la maternité ne deviennent pas une sorte de luxe réservé aux riches. La famille, cellule de base de notre société, où prévalent des conditions propices à une natalité qui devient une question de survie pour notre civilisation. Et la maternité sans laquelle notre pays, avec la vieille Europe, continuera à sombrer dans l'hiver démographique. Dans ce sens, je me suis engagé

★ pour des incitations fiscales pour une vraie politique nataliste en Suisse, avec des pistes telles que des exonéra-

tions d'impôts pour les femmes qui élèvent au moins 4 enfants, des prêts à conditions préférentielles pour les familles nombreuses ou encore des subventions pour le logement ou pour aider à acheter des voitures adaptées ;

★ pour la prise en charge complète des prestations relatives à la grossesse par l'assurance-maladie obligatoire ; car il est choquant que des femmes doivent avoir peur de ne pas pouvoir payer les frais d'une éventuelle fausse couche et qu'à cause de ça, elles renoncent à agrandir leur famille ;

★ pour que la procréation médicalement assistée ne soit pas un luxe réservé aux riches ; nous payons en effet pour interrompre des grossesses, mais pas assez pour aider des femmes, des couples qui rêvent d'avoir des enfants.

La justice sociale, c'est aussi se soucier des travailleurs de plus de 50 ans, particulièrement des femmes, dont la situation est souvent très difficile sur le marché du travail. Dans ce sens, j'ai proposé

★ de modifier le système des cotisations LPP pour favoriser l'accès (ou le maintien) de ces personnes au marché du travail, en éliminant les incitations négatives qui découlent des taux et des tranches d'âge en vigueur ;

★ d'autoriser les chômeurs de plus de 50 ans en fin de droit à rester inscrits auprès des ORP, afin de continuer à bénéficier de leurs prestations d'aide au placement.



Jean-Luc Addor
Conseiller national
Vice-président de l'UDCVR
Savièse
Candidat sur la liste 13

Je me suis encore engagé pour une forme de préférence nationale en matière d'allocations familiales. Il est en effet inacceptable que les travailleurs suisses ou même les étrangers qui résident chez nous avec leurs enfants fassent les frais d'allocations versées à l'étranger selon les standards suisses. On ne doit pas pouvoir faire une affaire en laissant ses enfants à l'étranger.

Voilà quelques exemples concrets qui illustrent la politique sociale de l'UDC. Nous nous engageons pour les nôtres d'abord, mais pour TOUS les nôtres, y compris et d'abord pour celles et ceux, de plus en plus nombreux qui peinent à boucler leurs fins de mois.

Alors oui, pour une vraie politique sociale, il vaut la peine de voter UDC, pour le parti du peuple ! ■

Pour une économie de proximité

« Il va de soi que les structures européennes et mondiales de libre-échange total sont l'ennemi public N°1 de l'environnement. »

Mon engagement en politique date de 1992 lors du vote EEE avec comme conséquence que le droit européen aurait primé sur le droit national.

Si le vote avait été accepté, la Suisse aurait été réduite à un état vassal ravalé au rôle de payeur soumis. Le traité EEE qui correspondait à un accord de libre-échange total aurait été catastrophique pour notre agriculture et pour notre économie de proximité.

Les atouts d'une économie de proximité :

- ★ Limiter les transports inutiles
- ★ Limiter les risques d'épidémie et d'épizootie
- ★ Préserver les patrimoines qui sont les produits du climat et du sol
- ★ Permettre une meilleure répartition des richesses et par conséquent ménager l'environnement et la qualité de vie qui en découle en évitant les spéculations économiques dévastatrices.

Il va de soi que les structures européennes et mondiales de libre-échange total sont l'ennemi public N°1 de l'environnement.

Durant son histoire, la Suisse a pu éviter les catastrophes des pays qui nous entourent : guerres, aventures coloniales, génocide, etc. Pourquoi ? C'est tout simplement que le peuple suisse s'est donné des institutions qui lui ont permis de décider démocratiquement de son destin.

Nos institutions se composent de la démocratie directe, du fédéralisme et de la neutralité formelle. Leur porter atteinte, c'est franchir le rubicond de la trahison. En conséquence, il faudra rester vigilant. ■



Albert Pitteloud
Député
Agriculteur - Réchy
Candidat sur la liste 14

L'immigration : entre idéologie et survie

L'immigration est analysée à travers l'empirisme médiatique et idéologique. Une nation souveraine comme la Suisse doit s'adonner à son devoir national avant toutes leçons pseudo-humanistes. Par-delà la tragédie de certaines situations, l'immigration doit s'articuler grâce à une politique de vision à long-terme. La réalité mérite que l'on évoque aussi la démographie.

Indépendamment de la guerre des statistiques, La Suisse se définit bientôt comme une pompe aspirante à l'égard du phénomène de migration. Les citoyens constatent les répercussions sur la qualité de vie helvétique : transports, coûts de la vie, paupérisation, incivilités et perte de sécurité. Il est crucial de parler de démographie. L'Afrique comptera 2 milliards de personnes en 2050. Sachant que le développement s'avère lent voire impossible, il est évident que les courbes de l'immigration augmenteront de manière drastique. ■



Martin Reist
Conseiller général Sion
Interne bancaire
Sion
Candidat sur la liste 15



Les femmes en politique

Le 7 février 1971, les électeurs masculins ont accepté en votation populaire le droit de vote et l'éligibilité des femmes par 65,7% contre 34,3%...

Le 14 juin 2019, une nouvelle grève féministe nationale s'est fait entendre car aujourd'hui encore, l'égalité des sexes n'existe pas en Suisse !

Cette inégalité des chances reflète les structures de la société, c'est pourquoi la participation et l'engagement des femmes et des hommes sont nécessaires pour que l'égalité des chances entre les sexes devienne enfin réalité.

Avant-gardistes, les féministes scandinaves avaient identifié trois conditions pour réussir en politique : le temps, l'argent et les réseaux. La conjonction de ces trois conditions détermine la réussite en politique. Les femmes sont pénalisées, elles ont moins de temps, moins d'argent et moins de réseaux. Les femmes politiques subissent comme les autres les inégalités quant au temps : double journée, gestion mentale du foyer, peu de changements dans la répartition sexuée des tâches ménagère. Et pour avoir un réseau, il faut du temps et de l'argent. Au regard de ces trois critères, les hommes sont favorisés puisqu'ils bénéficient plus de temps, d'argent, et de réseaux.

C'est pourquoi nous devons mettre ces questions sur la table, faire enten-



*Gabrielle Barras-Dussex
Juriste - Sion
Candidate sur la liste 13*

dre notre voix dans les débats afin de participer aux décisions. Ce sont les jeunes femmes qui ne supportent plus d'être moins bien payées que leurs collègues masculins et de ne pas pouvoir concilier activité professionnelle et familiale.

De réels changements ne s'obtiennent qu'en exerçant des pressions politiques et en accomplissant un travail de longue haleine. Il faut comprendre que les injustices actuelles ne tiennent pas aux individualités, mais au fonctionnement et aux structures de la société.

A la lumière de ces constats, il faut que les femmes de notre pays s'engagent davantage en politique afin que leurs droits et leurs visions soient pleinement entendus et respectés. ■

L'UDC au service de la classe moyenne

La prospérité de la Suisse dépend avant tout de la bonne santé de la classe moyenne. L'UDC s'est engagée à défendre cette classe tout en restant à l'écoute des autres citoyens.



*Mikaël Vieux
Député et conseiller municipal Collombey-Muraz
Comptable - Muraz
Candidat sur la liste 13*

Depuis 1990 les dépenses de la Confédération ont plus que doublé, passant de 32 à plus de 70 milliards en 2018. L'UDC s'est engagée à se battre pour freiner cette augmentation. Il est pour moi, à ce jour, difficile d'accepter

que de nombreuses familles suisses soient serrées financièrement à cause de la création de nouvelles ressources fiscales pour assurer le train de vie élevé de l'Etat et sachant aussi que la Suisse a versé pour 2018 un montant de 3 milliards à l'aide au développement à l'étranger. Ce constat démontre bien qu'il est juste d'intervenir en premier lieu sur ces dépenses publiques. Le domaine où une intervention serait la plus urgente est sans conteste le social où les dépenses explosent et qui absorbe un franc sur trois du budget fédéral. Il est absolument indispensable de prendre des mesures afin de garantir nos acquis sociaux au lieu d'étendre sans cesse l'Etat social. Une meilleure gestion de ces dépenses ferait baisser la charge fiscale donnant aux citoyens et aux PME un allègement de leurs dépenses. Nous devons assurer à nos citoyens et à nos PME Suisse un avenir serein en évitant chaque année d'alourdir leur budget. Il est donc primordial que chaque franc dépensé doive d'abord être gagné ! ■

La famille, fondement d'une société moderne

La réalité des existences individuelles incite parfois les politiques à redéfinir la famille en suivant des modes éphémères ou des pseudo-théories scientifiques. La famille qualifiée aujourd'hui de traditionnelle, est en réalité le noyau atemporel dans lequel se structure la société.

La famille n'a pas attendu l'invention de la politique pour se construire ou se définir. Elle a traversé les siècles, plus ou moins paisiblement, et a toujours constitué le socle de toute construction sociétale. Aujourd'hui le modèle de la famille, qualifiée de traditionnelle, est en permanence discuté à cause des réalités individuelles du divorce, de la monoparentalité voire d'autres formes de partenariats qui ont été engendrés pour satisfaire les individualités au détriment du noyau familial. Il ne s'agit pas ici de nier certaines de ces réalités, subies ou revendiquées, qui façonnent désormais nos sociétés, mais il importe surtout de rappeler que la famille, composée d'un papa et d'une maman idéalement entourés d'enfants, est le socle sur lequel la société doit continuer à se bâtir.

Enfant, les parents nous enseignent la différence entre les hommes et les femmes dans un univers mélangeant éducation, tendresse, jeux et développement personnel. Adolescent, c'est le moment de faire l'expérience des limites, tout en jetant les premières fondations de ce que sera son existence par la nécessité de la formation. L'accompagnement parental, par l'exemple et la confiance, joue ici un rôle déterminant qu'il ne faut pas négliger.

Adulte, chacun d'entre nous fait l'expérience des réalités, enthousiasmantes comme exigeantes, pour à notre tour construire le noyau d'une

micro-société nommée famille. Dans ce modèle-ci, qui n'a en réalité rien d'original, nous formons les acteurs de la société de demain qui répondront aux défis de l'avenir.

C'est par cette éducation que la notion d'égalité entre les hommes et les femmes se démontre, que le respect de l'environnement s'acquiert et que la valeur du travail s'inculque, pour ne citer que les thèmes les plus actuels. Toutes ces thématiques que certains revendiquent en descendant dans la rue, parfois avec une certaine violence, peuvent se transmettre au sein de la famille.

Devoir les rappeler après coup démontre en fin de compte l'échec d'une forme d'éducation trop permissive, basée sur l'expérience sans limite et le rejet d'un modèle qui a pourtant fait ses preuves.

Ainsi c'est avec conviction que je m'engage pour la défense de la famille en la favorisant par des avantages fiscaux pour les couples mariés, pour les parents gardant leurs enfants et pour les familles qui assument l'entretien de leurs aînés ou de personnes en situation de handicap.

De même il convient de défiscaliser les allocations familiales, sans quoi cette aide étatique n'est qu'un vecteur de revenus fiscaux supplémentaires



*Cyrille Fauchère
Député au Grand Conseil
Conseiller municipal de Sion
Membre de la Constituante
Président de l'UDCVR
Bramois
Candidat au Conseil des Etats*

qui freine la consommation des ménages. Les structures d'accueil doivent être mises au service des familles dont le besoin est avéré, en particulier dans le cas de famille monoparentale ou dans les cas de nécessités financières qui contraignent les deux parents à travailler. Ces structures d'accueil ne doivent pas être obligatoirement l'apanage d'organismes publics, mais peuvent être confiées à des réseaux de familles d'accueil qui s'entraident, tout en générant des revenus directs.

C'est sur un socle solide que la société doit continuer à se construire et ce socle c'est la famille, dans laquelle la transmission des valeurs traditionnelles entre générations est un gage de stabilité et d'union. ■

L'agriculture et nous

Ces temps-ci, il ne fait pas bon dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité. Elle dérange. Lutter pour le climat, faire la grève contre le réchauffement, voilà des attitudes politiquement correctes. Ne cédon pas à la panique que veut imposer la clique d'idéologues verts pastèques qui tient le haut du pavé même dans le Vieux Pays. Il ne faut pas se laisser arnaquer par ces experts auto-proclamés qui abusent sans gêne de la situation pour imposer des recettes douteuses, coûteuses et carrément inefficaces. Sachons raison garder et conserver le sens de la mesure.

Les agriculteurs restent sans conteste les premiers protecteurs de l'environnement dans leur pratique de tous les jours. La meilleure réponse aux manifestations climatiques désordonnées c'est « acheter les produits du pays ». L'agriculture ne peut se satisfaire des utopies grandiloquentes et irréalistes des maladroits qui souhaitent transformer la nature en autant de réserves que de cantons. On peut constater tous les jours que ces mili-

tants du « progrès » diabolisent d'une manière ou d'une autre, tout ce qui touche à la production de denrées alimentaires indigènes. De ce fait, ces forces obscures qui prétendent protéger notre monde des cataclysmes qui menacent, favorisent tacitement les importations à outrance. Ces dogmatiques du climat, dans leurs fonderies contradictions, ne s'inquiètent plus, mais alors plus du tout, des tonnes de CO2 indispensables aux transports de toutes ces denrées depuis les quatre coins de la planète.

Les paysans ne se contentent pas d'en parler à tort et à travers, ils travaillent toute la sainte année avec et pour la nature. Ils assument quotidiennement leur responsabilité sur leur terre, conscients de l'importance de leur tâche essentielle en vue d'améliorer l'autosuffisance nationale. Il est de notre devoir de reconnaître les prestations effectives de l'agriculture et des efforts constants qu'elle déploie pour préserver son gagne-pain d'abord et maintenir ensuite l'attractivité touris-



*Jean-Dominique Cipolla
Notaire honoraire
Membre de la Constituante
Martigny
Candidat sur la liste 14*

tique des paysages incomparables de la Suisse. Celles et ceux qui s'inquiètent sincèrement pour l'avenir devraient donc assurément s'approvisionner en denrées alimentaires saines produites dans notre beau pays et accepter de les payer un prix équitable. ■

La politique agricole suisse doit garder les pieds sur terre

L'agriculture est et restera toujours une composante essentielle de notre pays. Malheureusement celle-ci est toujours plus mise à mal par la grande distribution ainsi que par les politiques menées.

Elle est non seulement garante de la préservation de nos paysages de montagne comme de plaine, mais surtout productrice d'aliments de qualité et de proximité que le consommateur suisse apprécie tout particulièrement. Dans ces buts, tout doit être mis en œuvre pour conserver une agriculture de proximité productive, écologique, décemment rémunératrice pour les producteurs et visant au mieux l'auto-provisionnement du pays.

Malheureusement, les exemples d'attaques en règle de cette politique de bon sens sont légion, deux exemples en date :

★ Le 28 juin dernier, le ministre des Affaires Étrangères, Ignazio Cassis annonçait vouloir signer rapidement le Mercosur, traité de libre-échange qui va inonder le marché d'aliments produits dans des conditions bien loin des nôtres, que ce soit en termes de bien-être animal ou de normes diverses (OGM, antibiotiques, hormones, produits phyto, etc.). Ce traité, plus que mauvais, est une hérésie et en appelle d'autres tout aussi néfastes à notre agriculture ainsi qu'à l'écologie (CETA, TISA-TAFTA, etc.).



Grégoire Emonet
Agriculteur
Député-suppléant
Sembrancher
Candidat sur la liste 16

★ Dans le prix final de vente d'un produit laitier par la grande distribution, l'agriculteur ne récupère que 44% de ce prix et des baisses sont encore annoncées malgré une certaine embellie du marché.

Ces deux exemples récents pris parmi d'autres illustrent quelques difficultés rencontrées aujourd'hui par le monde paysan. Notre politique agricole se doit de favoriser une production locale, tout en encourageant un esprit entrepreneurial, encadrée par de bonnes conditions-cadres ainsi qu'un minimum de tracasseries administratives. ■

Sécurité, criminalité et délinquance

Garantir la sécurité dans la cité (respect des lois) au travers notamment d'une politique répressive efficace (poursuite/adéquation de la sanction) est le devoir premier de tout État.

Or, hormis les incivilités, cambriolages et petite délinquance (celle qui affecte le sentiment de sécurité, et disons-le, celle qui nous pourrit la vie), à quoi sommes-nous confrontés quotidiennement ?

Des amendes d'ordre pour horodateur dépassé, apposées avec constance et rigueur parfois à quelques mètres d'un dealer procédant impunément à son commerce illicite avec la plupart du temps des mineurs, ou pire, à la sortie d'une école.

Des sanctions découlant en particulier de l'arsenal 'Via Secura', où le dépassement d'une ligne blanche et l'excès de vitesse rivalisent en matière de clauses punitives avec celles applicables en matière d'atteintes à l'intégrité corporelle.

A l'inverse, les forces de l'ordre y réfléchissent à deux fois avant d'oser demander une pièce d'identité à une personne issue de l'immigration ou appartenant à une communauté particulière, tant les associations de défense des minorités n'auront de cesse que d'exiger leur tête sous prétexte de harcèlement, de racisme, de xénophobie, d'islamophobie ou encore d'homophobie.

Toute intervention policière musclée est plus redoutée pour ses conséquences judiciaires éventuelles qu'elle ne l'est par les malfaiteurs. La société doit choisir : soit elle a des

forces de l'ordre respectées et reconnues, que l'on laisse travailler dans un cadre législatif et institutionnel donné, et dont les actions doivent être appréciées avec retenue et justesse, soit on les inhibe et on aura tout à craindre des délinquants ou criminels qui ne connaissent que la violence et ne craignent personne.

Or, nos forces de l'ordre sont efficaces par nature et ne demandent qu'à accomplir leur mission.

Mais elles sont aujourd'hui plus que démotivées tant il est évident que la hiérarchie et/ou le pouvoir judiciaire, inféodés par le politiquement correct, sont devenus plus protecteurs des droits du délinquant que de ceux de la victime.

Pour ce qui concerne l'action policière, la violation du devoir de fonction est quasi présumée lorsque l'agent doit faire usage de son arme de service ou tout simplement poursuivre des malfaiteurs en dépassant les limites de vitesse autorisées (cas réel!).

Et lorsqu'un délinquant est finalement arrêté, il n'est pas rare de le voir sortir le lendemain.

Forces de police démotivées, donc, et craignant pour leur carrière alors qu'accomplissant leur devoir de manière légitime, presque toujours avec beaucoup de courage et de loyauté.



Ronald Zacharias
Avocat
Ex député et conseiller municipal
Verbier
Candidat sur la liste 13

J'ai personnellement été cambriolé trois fois en douze ans et mes trois enfants se sont vus fracasser, tous les trois, la portière de leur voiture qui a été vidée de son contenu (autoradio, effets personnels, etc.).

La brigade des cambriolages ou la police contactée suite à ces forfaits nous expliquent que les documents établis serviront essentiellement à asseoir les prétentions à l'encontre des assureurs.

Conséquence ? Ceux qui en ont les moyens en sont réduits à s'occuper eux-mêmes de leur propre sécurité : chiens de garde, sociétés de surveillance privée, etc., et ceux qui ne les ont pas sont directement exposés à cette criminalité endémique. Que la gauche en soit remerciée.

Vu les lignes inscrites au budget de l'État et les montants engagés pour la politique publique que constitue l'ordre public, cette sécurité 'de classe' relève du scandale.

Il est grand temps d'y mettre un terme. ■



Yvan Rion
Expert comptable
Député, conseiller communal
Crans-Montana
Candidat sur la liste 13

En rade depuis 2017 et emmené aveuglement par la Conseillère fédérale Doris Leuthard, ce deuxième milliard de cohésion porte effectivement sur CHF 1,302 milliard réparti sur 10 ans, dont initialement CHF 1,047 milliard pour réduire les disparités économiques et sociales dans l'Europe élar-

Ce milliard d'une incohérente cohésion

Après le refus de la prolongation de l'équivalence boursière et avec le perpétuel chantage lié à l'accord cadre institutionnel avec l'UE : ce milliard est à nous et doit rester en Suisse, le premier est déjà parti en 2004 !

gie avec un accent sur la formation professionnelle ainsi que 190 millions de francs pour financer des mesures en matière de migration. Le Conseil des Etats se prononcera en septembre prochain sur la répartition finale de ce cadeau.

Le retraité et vacillant Juncker n'a-t-il pas dit, en novembre 2017, à la ministre fédérale d'alors, « je ne suis pas venu en Suisse pour recevoir un cadeau de la part de Berne ». Pour cette unique fois, disons-lui oui !

Dans ce contexte et avec le refus de la reconnaissance de l'équivalence boursière de la Suisse, interdisant notam-

ment le négoce d'actions d'entreprises suisses sur les marchés européens, le tout sur un fond de chantage permanent de l'UE à l'égard de notre démocratie faite de liberté et sécurité, une seule décision s'impose : non et exigence ferme de renégociation d'ensemble des accords bilatéraux.

Par conséquent, soyons cohérents avec nous-mêmes et notre Suisse libre, et disons « exit » à ce milliard qui ne sera que poussière oubliée à l'étranger. Qu'il serve en priorité à nos propres besoins en matière de financement de l'AVS, voire de la formation, la recherche et l'innovation indigène. ■

L'armée, une école de vie

Peuple souverain, peuple responsable, telle est la doctrine que nous devons développer pour comprendre l'armée de milice. Notre patrie nécessite protection, qui de mieux pour la protéger que celui qui la dirige ?

L'armée obligatoire est un bon moyen pour appréhender la vie qui s'offre à nous avec humilité et simplicité, à l'image de la Suisse, car tout ne nous est pas dû de par le simple fait d'être. L'égoïsme se voit radié du vocabulaire militaire ; la solidarité est de mise. Chaque engagement doit se faire ensemble, la réussite étant uniquement collective.

L'uniforme brise les différences sociales et foment la camaraderie. Le rythme accru permet de dépasser ses



Marie-Bertrande Duay
Étudiante en droit
Martigny
Candidate sur la liste 16

limites dans la discipline. Les plus beaux actes fraternels prennent naissance dans la difficulté. Toutes ces qualités forment un citoyen prêt à construire la Suisse de demain. ■



Cyrille FAUCHÈRE

Biographie express

- 37 ans, marié, papa de 4 enfants.
- Docteur en lettres, collaborateur scientifique UNIFR.
- Conseiller municipal, député et membre de la Constituante.

Une ligne claire pour

Ma candidature au Conseil des Etats est un engagement inconditionnel en faveur de notre économie énergétique, de notre autonomie en matière d'aménagement du territoire et d'une Suisse souveraine et indépendante.

La Suisse est un modèle de paix intérieure, de responsabilité, de diversités culturelle et linguistique et de générosité. L'actuelle politique européenne de certaines élites brade cet héritage en courtisant une Union européenne qui démantèle industrie et agriculture au nom d'un libre-échange sauvage, condamnant ainsi les citoyens à une précarité grandissante. Il est un devoir pour chaque homme politique de transmettre à nos concitoyens un pays solidement bâti autour de valeurs communes que sont le travail, la responsabilité individuelle, l'esprit d'initiative et une solidarité bien ordonnée.

Liberté et sécurité

La souveraineté et l'indépendance sont des vecteurs de liberté, mais celle-ci ne peut exister sans la sécurité qui garantit à chacun le droit de s'exprimer et de s'engager, mais aussi d'assumer ses choix et ses actes.

L'être humain, la famille, la communauté

Les réalités individuelles doivent être considérées pour ce qu'elles sont et traitées avec respect. Le modèle familial traditionnel ne l'empêche pas et sa défense est l'occasion de témoigner d'une réalité qui continue de faire ses preuves et qui est le seul modèle capable de garantir la pérennité de notre pays.

Le travail

Le travail est une valeur commune qui permet de se réaliser soi-même et d'acquérir un sens aigu des responsabilités. Notre système de formation dual et la tradition du dialogue social contribuent à valoriser le travail. La défense de ce modèle unique dans le monde doit être poursuivie avec conviction.

L'agriculture

L'agriculture de proximité et la consommation de produits nationaux doivent être encouragées, tout en évitant la bureaucratisation de la branche et en respectant les règles de marché.

Prochaines interventions médiatiques

24.09.2019 : Débat Rhône FM
en collaboration avec la CCI,
l'UVAM et l'UDI
Sion, aula FXB, 18h00

27.09.2019 : Débat Canal 9
Martigny, foire du Valais, 20h00

01.10.2019 : Interview Radio Chablais
12h00-12h30

07.10.2019 : Débat Canal 9
des présidents de partis
En direct – 18h00

cyrillefauchere.ch

Michael KREUZER

Biographie express

- 30 ans.
- Travailleur social HES, responsable de centre et intervenant en protection de l'enfant.
- Conseiller municipal et membre de la Constituante.



le Conseil des Etats

Dans les années à venir notre canton et notre pays seront confrontés à des défis majeurs. Ce qu'il faut, c'est une politique qui montre « une ligne claire » et qui donne la priorité aux intérêts du Valais et de la Suisse.

Ces dernières années, l'UDC Valais a connu une forte augmentation du nombre de ses électeurs. Cela traduit bien que les préoccupations des citoyens sont relayées par notre parti tant au niveau cantonal que fédéral. Un exemple parmi les plus préoccupants est celui de l'accord-cadre prévu avec l'UE, avec un Conseil fédéral et certains partis qui veulent inféoder la Suisse à l'UE et la soumettre à des juges étrangers. L'UDC rejette un tel accord et s'engage à ce que l'indépendance, la liberté et la démocratie directe de la Suisse passent avant tout.

L'autodétermination est essentielle

Seuls ceux qui sont libres de décider pour eux-mêmes tiennent leur avenir entre leurs propres mains. La Suisse ne doit pas devenir le jouet de l'UE. L'application aléatoire de certaines initiatives populaires, pourtant acceptée par le peuple, démontre que l'indépendance de la Suisse est gravement mise en péril.

Plus de sécurité

La sécurité est le socle de la liberté et de la prospérité. Tous les citoyens veulent pouvoir se déplacer librement et en toute sécurité en Suisse. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons préserver à long terme notre

prospérité et notre bonne réputation dans le monde en tant que pays libre et sûr.

Plus de liberté, moins d'impôts et moins de réglementations gouvernementales

La Suisse est en train de se réguler de manière excessive. La bureaucratie pèse de plus en plus lourd sur l'économie et en particulier sur l'économie touristique valaisanne. De même l'État s'immisce de plus en plus dans le quotidien des citoyens et édicte des règlements et des interdictions là où il n'y en a pas besoin. L'UDC milite pour moins de contrôle de l'État et ainsi plus de liberté pour chaque citoyen.

Prochaines interventions médiatiques

10.09.2019 : Débat Canal 9
Brigue

27.09.2019 : Débat Canal 9
Martigny, foire du Valais, 20h00

03.10.2019 : Débat Mengis, Medien
www.rro.ch, Viège

05.10.2019 : Événement UDCVR
Martigny

michael-kreuzer.ch



La Suisse à

Votez la liste 13, comme



Mikael VIEUX

Etant déjà engagé au sein de ma commune comme conseiller municipal depuis 2013 et pour mon canton comme député depuis 2017, je m'engage si je suis élu à :

- défendre les intérêts de la Suisse mais avant tout du Valais,
- garder une immigration contrôlée en faisant face aux nombreuses demandes et à la pression de nos voisins,
- ne pas céder au dictat de l'Europe en acceptant n'importe quel accord. Nous devons rester maître de nos choix et de nos décisions.
- garder une fiscalité attractive pour nos PME. La bonne marche de nos PME permet la création d'emplois qui reste avant tout une priorité.

Donald MOOS

Je m'engage pour que nos enfants héritent du patrimoine de nos ancêtres ; pour une synergie agriculture-tourisme-technologie socle du XXI^e siècle valaisan ; pour la défense des intérêts de la Suisse dans le monde : neutralité, sécurité armée, multilatéralisme et « bons offices » ; pour la pérennité du financement de l'AVS : distribution de 10% du bénéfice de la BNS gagné sur le patrimoine du peuple suisse.

Pour la souveraineté, garantie de notre liberté et de notre prospérité, et pour la maîtrise de l'EAU, source de Vie, au profit de notre population et de notre agriculture !

Ronald ZACHARIAS

Avocat, promoteur, ancien député et conseiller municipal, si je suis élu, je me battraï pour les projets suivants :

- Les nôtres avant les autres ! Et cela quelles que soient les prestations. À quoi bon sinon une nation ?
- Les intérêts économiques de la Suisse doivent être préservés face à l'UE, mais pas au prix de sa disparition.
- L'impôt sur la fortune qui frappe 'l'outil de travail' doit disparaître afin de permettre le développement de l'entreprise. Le bon sens même.

La défense de l'environnement, c'est une évidence. Céder à l'hystérie climatique, fief des rouges-roses-verts, c'est clairement non.

Jean ADD

On est d'abord d'un canton et d'un pays, c'est une réalité. C'est d'en bas. A Berne, c'est sûr, mais d'abord à Valais, nous ne devons jamais perdre la légitimité, c'est d'être sur la terre, d'une population. « Les nôtres d'abord ».

Ce qui compte est la justice sociale. Personne ne doit être au bord de la route. Nous n'avons jamais quand nous sommes en difficultés concrètes qu'il y ait de chez nous, assurément encore concurrence sur le marché du travail.

avant tout

les 13 étoiles du Valais



-Luc
DOR

ne commune, puis
un pays. L'identité,
concrète qui vient
on est Suisse bien
Valaisan. Ça, nous
s l'oublier. Notre
abord celle d'une
ulation, d'un can-
'abord », c'est ça.

uite, c'est la cohé-
ne ne doit rester
ute. Ne l'oublions
s parlons des réa-
e vivent les gens
urance-maladie ou
ce étrangère sur le

**Gabrielle
BARRAS**

Femme de 57 ans, juriste, j'ai répondu "oui" à l'appel de mon parti l'UDC.

Réussir ensemble pour le bien commun, pour la Suisse, son peuple, sa culture, sa typicité, son indépendance est la raison qui a motivé ma candidature au Conseil national.

Respectueuse des traditions et reconnaissante des efforts de nos ancêtres, je veux être le maillon féminin qui soit le lien entre le passé et notre futur. Aujourd'hui, près de 10% de notre population vit sous le seuil de la pauvreté : ceci n'est plus tolérable ! Il faut soutenir nos ménages en diminuant leurs charges tout en augmentant leurs pouvoirs d'achat. Ceci est mon DÉFI !

**Mathias
DELALOYE**

Après avoir œuvré pendant 6 ans au Grand Conseil valaisan, les rouages de la politique ne sont plus un secret pour moi. Je m'engage à défendre :

- Une agriculture forte et de proximité afin de garantir la qualité et la traçabilité de nos produits.
- La propriété privée qui est de plus en plus bafouée par nos autorités.
- La sécurité par une justice implacable mais proportionnelle.
- La liberté individuelle qui ne cesse de diminuer.

Le respect de nos traditions a fait la splendeur de notre pays.

La sueur du front de nos ancêtres a fait la richesse et le bon vivre de notre canton. Ne gâchons pas tout maintenant !

**Yvan
RION**

Fort de mon expérience en tant que membre de la Commission des finances de notre Canton, un de mes objectifs visera au maintien de finances fédérales saines. Mes autres objectifs sont de renforcer notre identité suisse indépendante de tout diktat étranger pénalisant ; réduire l'intensité de la charge fiscale sur le revenu des personnes physiques en veillant à une compression optimale des dépenses, notamment dans le domaine de la santé ; contribuer à la réforme AVS 21 et soutenir notre économie viticole et agricole ; encourager notre jeunesse suisse et nos sportifs d'élite dans la pratique de leur sport favori. Voilà l'essentiel des valeurs que je souhaite développer à Berne dans un esprit de défense permanente des intérêts primordiaux de notre Canton.

La Suisse avant tout

Liste Seniors n°14



René BERTHOD

Nos anciens se sont battus pour préserver les acquis obtenus par d'immenses sacrifices, grâce à nos aïeux la Suisse se porte bien et elle est citée en exemple partout dans le monde.

Notre démocratie est unique, beaucoup de pays nous envient. Il faut la garder en commençant par refuser l'accord-cadre avec l'UE, car en cas d'acceptation, cela nivellera par le bas notre démocratie.

La Suisse, aujourd'hui, subit beaucoup de pression : l'Europe, l'immigration élevée, augmentation de la criminalité, libre circulation des personnes etc... font que nous devons impérativement agir, et c'est pour protéger mon pays que je me présente, pour que la Suisse reste et demeure un havre de paix et de sécurité pour tous ses habitants.

Albert PITTELOUD

Mon engagement en politique date de 1992 lors du vote EEE. Si le vote avait été accepté, la Suisse aurait été réduite à un état vassal ravalé au rôle de payeur soumis. Le traité EEE qui correspondait à un accord de libre-échange total aurait été catastrophique pour notre agriculture et pour notre économie de proximité.

Il va de soi que les structures européennes et mondiales de libre-échange total sont l'ennemi public N°1 de l'environnement.

Durant son histoire, la Suisse a pu éviter les catastrophes des pays qui nous entourent : guerres, aventures coloniales, génocide, etc. Pourquoi ? C'est tout simplement que le peuple suisse s'est donné des institutions qui lui ont permis de décider démocratiquement de son destin.

Nos institutions se composent de la démocratie directe, du fédéralisme et de la neutralité formelle. Leur porter atteinte, c'est franchir le rubicond de la trahison. En conséquence, il faudra rester vigilant.

Guy ROUILLER

En dehors d'une longue expérience acquise en tant que conseiller communal, mon univers a toujours été le bois, et accessoirement l'apiculture. L'ombre des arbres nourris par la chlorophylle et le CO2 est porteur de message. Aux commandes de ma scierie, j'ai appris qu'on ne peut couper plus d'arbres qu'il n'en pousse, que le facteur temps est essentiel pour la constitution d'une forêt et qu'un arbre bien enraciné résiste mieux aux tempêtes.

Mon engagement en politique est empreint de cela. Il ne sert à rien de faire de grandes phrases, de se laisser prendre par la panique propagée par les théoriciens du climat. Il faut des solutions pratiques, efficaces, basées sur le savoir-faire de nos ancêtres. Inutile de vouloir sauver la planète en condamnant l'homme. Ce qu'il faut, c'est un équilibre entre l'humain et la nature.

Jean-Dominique CIPOLLA

Il faut impérativement refuser l'accord-cadre institutionnel car il engendre des restrictions massives de la démocratie directe en réduisant à néant les compétences communales et cantonales.

Si malheureusement l'accord devait être accepté par la Suisse, la démocratie serait en grand danger de disparaître définitivement du paysage. En effet, comme on ne le dit pas, il s'agit d'une adhésion subreptice à l'UE. Les collectivités publiques perdraient ipso facto leur autonomie puisque la Constitution fédérale ne serait plus applicable dans beaucoup de domaines. Le droit et son interprétation de même que le règlement des conflits seraient dévolus à des juges étrangers. L'accord contraind les Helvètes de reprendre tout le droit européen actuel et surtout celui à venir. En clair, la démocratie directe est neutralisée et l'idée selon laquelle les Suisses pourraient encore décider librement reste une illusion dangereuse de conséquences.

Retrouvons les manches !



Jean-Marc CARRUZZO

Je me suis engagé en politique pour la sauvegarde de notre démocratie directe, avec le citoyen souverain, sans le diktat de l'UE. Je pense par exemple à la votation encore toute récente du 19 mai 2019 sur Schengen.

Au sujet de la grande question du moment sur le climat, question qui concerne d'ailleurs chacun de nous, tous partis confondus, il faut relever que le mondialisme ne fait pas bon ménage avec l'écologie. Par contre, les prétendus experts du climat n'ont qu'une seule solution à nous proposer : des taxes ! Est-ce bien la solution ?

En ce qui concerne la rente AVS et la pénalisation des couples mariés, il faudrait une redistribution plus juste en faveur des personnes qui ont cotisé pour une rente maximum.

Stoppons enfin la manie irresponsable et distributrice de la gauche !

Martine JEANBOURQUIN

Femme, Mère et Grand-Mère, je défends déjà l'écologie. Manger local et de saison les produits de notre terre. L'écologie commence par là.

Cesser de mettre des taxes qui pénalisent nos bas revenus et nos PME.

Ne pas dépenser plus pour les requérants d'asile et les migrants par rapport aux retraités qui ont travaillé toute leur vie.

Encourager les dépenses qui soutiennent les enfants et l'école contre les privilèges de petites communautés.

Transférer le milliard de cohésion à l'AVS, pas pour l'Europe. Ne pas utiliser le fruit des Suisses pour soutenir d'autres pays : les Suisses d'abord !

Stop à la distribution gratuite de nos impôts, un seul mot d'ordre :

Votez UDC ou pour qui vous voulez, mais allez voter ! Voter, c'est défendre votre indépendance et vos libertés !

Maurice BURNIER

Attaché à mes valeurs paysannes, si respectueux des usages établis reçus dans ma tendre enfance, je me suis retrouvé après le décès de mes parents, héritier de champs d'abricotiers et de vignes à Saxon.

Mon père écrivait dans un agenda, chaque jour, toutes ses activités journalières. Sa bonne idée m'a permis de suivre ses notes, comme, de flairer au bon moment la météo, pour faire les traitements des arbres, des ceps de fendant et de gamaret, de maîtriser les travaux et soins de la campagne. Toutes ces informations transcrites par mon papa découlaient de son sens de l'observation visuelle et sensorielle du ciel et des montagnes.

Peut-être était-il son rêve que je ne renonce pas à me battre pour la cause paysanne ?

Avez-vous des questions concernant les élections ? Hotline gratuite: 0800 0 1291 0

A partir du 13 septembre et jusqu'au 20 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections 2019 pour le Conseil national et le Conseil des Etats. Comment voter correctement pour que ma voix serve au mieux les intérêts de la Suisse ?

Nous sommes à votre disposition tous les jours de 09h00 à 18h00 et également le week-end. Vos questions par courriel: elections@udc.ch

La Suisse avant tout

Liste Jeunes Valais central n°15



**Daniel
RODUIT**

**Léonard
MARTIN**

**Nathanaël
AYMON**

**Jérôme
AMOS**

**Martin
REIST**

**Damien
FUMEAUX**

**Grégoire
ULDRY**

**Roman
KUDINOV**

Daniel RODUIT

La souveraineté est plus que jamais un enjeu majeur pour notre pays. Elle est garante de nos droits et libertés, mais témoigne également de tous nos acquis en matière économique, sociale et environnementale. Grâce à elle, et malgré les difficultés que notre pays a traversées, nous sommes devenus l'un des plus stables et paisibles que le monde connaisse. Gardons à l'esprit la recette de notre réussite. Mettons tout en œuvre pour que notre belle patrie reste la figure d'exemple qu'elle a toujours été. A Berne, renforçons nos droits, notre liberté et notre souveraineté !

Martin REIST

La Suisse et le Valais sont les fruits du principe fédéraliste. Je veux préserver notre fonctionnement politique des abus de la centralisation et des tristes subventions à tout va. L'autonomie des régions s'avère le moteur essentiel de notre savoir-faire helvétique.

La Suisse doit prioritairement se repositionner sur plusieurs points intérieurs comme extérieurs. En premier lieu, il est urgent d'établir un discours unanime face à une Europe de plus en plus menaçante envers un parlement et un exécutif qui se couchent par idéologie.

J'ai toujours pensé que la gauche méritait une bonne droite.

Léonard MARTIN

Souhaitez-vous être menotté par Bruxelles ? Voulez-vous que Bruxelles impose ses lois à la Suisse et vous dicte ce que vous pouvez faire, ce que vous pouvez manger et boire ? Moi, non ! Notre souveraineté et notre liberté sont ce qu'il y a de plus important pour notre patrie. Je défends la liberté de faire des lois en accord avec nos particularismes (fédéralisme, neutralité, système démocratique), la liberté de créer, de construire et de développer une société qui nous est proche, qui nous ressemble et nous rassemble. Notre souveraineté nous le permet, n'en perdons pas une parcelle ! C'est mon engagement.

Damien FUMEAUX

Si je me présente à Berne sur une liste jeune, c'est avant tout pour deux choses : d'abord pour montrer, qu'en Suisse, la politique n'est pas seulement une passion de vieux ; ensuite parce que nos élus prennent du temps pour essayer de rendre notre monde meilleur, alors j'aimerais avoir l'occasion de faire la même chose pour les générations futures.

C'est pourquoi j'aimerais présenter une politique axée sur les nôtres d'abord. La Confédération Helvétique doit d'abord régler ses problèmes internes (pauvreté grandissante), plutôt que de payer des « milliards de cohésion » à l'UE.

Nathanaël AYMONT

Face aux défis, il est important pour moi de participer à la démocratie et de faire entendre la voix de la jeunesse. Nous avons reçu cette terre et ces traditions en héritage. Il est de notre responsabilité de préserver ce patrimoine et cette patrie libre et fière.

Je m'engage pour une agriculture forte et la défense de nos petites exploitations qui mettent en valeur la race d'Hérens. Je souhaite m'engager pour un pays libre. Je m'oppose à l'Europe et aux accords qui mettent en danger notre souveraineté. Je veux représenter les Valaisannes et Valaisans et leur permettre d'avoir une voix forte à Berne.

Grégoire ULDRY

Je ferai passer la Suisse avant l'Union européenne. Le conseil fédéral est prêt à signer un accord-cadre avec celle-ci, à vendre notre démocratie directe et même à ne pas respecter la voix du peuple. Rappelez-vous le 9 février 2014 ! On se pose la question par qui sont-ils élus. La Suisse avant tout !

Je défendrai une forte identité helvétique et chrétienne. L'immigration de masse incontrôlée détruit tout ce que nos ancêtres nous ont laissé. Pas le choix, il faut absolument limiter l'immigration extra-européenne et musulmane.

Jérôme AMOS

La Suisse... Ce pays vendu comme l'El Dorado de l'Europe... Ce pays tant convoité par la migration. Ce pays qui se permet de verser un milliard à l'Union Européenne alors que de nombreuses familles n'arrivent pas à finir le mois. Je veux remettre le bien de nos citoyens au centre de la politique.

Plus intéressés par la question climatique que par la fonte des caisses de l'AVS, certains politiciens sont prêts à mettre en péril le système économique Suisse. Le sauvetage de notre climat passe par l'arrêt de l'importation de toutes les denrées alimentaires pouvant être produite en suffisance sur notre sol.

Roman KUDINOV

Aujourd'hui, la Suisse est un des rares pays à pouvoir offrir une sécurité à ses citoyens et avoir une économie florissante.

Comme candidat au Conseil National, je m'engage à valoriser ces acquis en faisant primer les intérêts de la Suisse et de ses citoyens face à l'Union européenne, en abaissant la charge fiscale pour les contribuables, en soutenant le développement du tourisme alpin, notamment en Valais, et en offrant les meilleures conditions possibles aux sociétés désirant s'implanter en Suisse, afin que ces dernières créent des places de travail pour les indigènes.

Retroussons les manches !

Liste Jeunes Bas Valais n°16



Jonathan JOMINI

Adrien DUMOULIN

Joachim GRANGE

Joseph DUBOSSON

Grégoire EMONET

Marie-Bertrande DUAY

Alain DUBOSSON

Morgan FRIN

Jonathan JOMINI

Mon parcours politique a commencé en 2016 avec mon élection en tant que conseiller général de Collombey-Muraz. Depuis ce jour où j'ai pu m'impliquer d'avantage au sein de ma commune, j'ai toujours eu l'ambition d'aller plus loin, car j'aime les défis. Pour moi, la classe moyenne Suisse et la non-adhésion à l'UE seront les principaux thèmes que je défendrai à Berne si je suis élu.

« Courage et dévouement » sont les mots d'ordre des pompiers, qui sont ma passion depuis plus de dix ans. J'ai la chance d'être caporal. Ces mots me caractérisent dans la vie, les pompiers et la politique.

Grégoire EMONET

J'ai choisi de me présenter à cette élection pour continuer à vivre dans un pays où nos valeurs et nos traditions sont préservées, pour garantir une liberté individuelle convenable, pour défendre une agriculture forte et de proximité, pour maintenir la répartition des pouvoirs entre communes-cantons-confédération, pour la défense des régions de montagne, pour une gestion saine et un minimum d'impôt, pour une immigration mesurée qui permette de contrôler l'explosion démographique.

Pour toutes ces raisons, j'ai choisi l'UDC qui est le parti le plus à même de défendre ces idées.

Adrien DUMOULIN

Considérant l'UDC comme le seul parti représentant dignement la Suisse, je suis heureux de me présenter devant vous.

Mes combats ? Me battre pour la défense de nos valeurs, de notre souveraineté et accorder à notre secteur primaire l'attention dont il a droit. Oui, favoriser notre production indigène au dépend du transnational est pour moi une priorité. Comment ? En donnant des perspectives nouvelles à nos producteurs tout en évitant le commerce de ce qui peut être produit chez nous, voilà la vision de l'écologie que je souhaite défendre.

Marie-Bertrande DUAY

S'engager pour le peuple, telle est ma devise ! La Suisse, de par sa construction, son histoire, représente une union de peuples, de cantons voulant vivre tranquillement de manière autonome. Je souhaite continuer le combat de nos aïeux afin de préserver notre souveraineté face à l'UE qui tente de s'imposer par le biais d'un accord-cadre inégal.

Je défendrai également les Suisses vivant dans la précarité, notamment les familles qui ont de la peine à subvenir à leurs besoins. Je me battrai contre les taxes-éco en apportant des solutions concrètes car elles ne font qu'appauvrir les plus pauvres.

Joachim GRANGE

Je suis originaire d'une commune au pied du Grand Chavalard à Fully. J'ai toujours envie de chanter. J'aime me balader en montagne en toute saisons.

Je veux défendre nos valeurs culturelles, la famille traditionnelle et l'agriculture.

Je veux aussi défendre les couleurs et les intérêts valaisans pour une Suisse plus forte et indépendante sans se plier au chantage de l'Union européenne.

Alain DUBOSSON

Ce que je défendrai à Berne, ce serait tout d'abord le bien du citoyen suisse, en particulier celui de nos aînés, qui tout au long de leur vie ont cotisé et contribué au développement de la Suisse. Ils méritent de vivre convenablement leur retraite.

Deuxièmement, je me battrai pour lutter contre cette immigration de masse qui gangrène notre belle Suisse depuis tant d'années. Ces dernières années, le mouvement s'est encore accéléré. Il n'est pas acceptable que cela continue comme cela !

Joseph DUBOSSON

L'agriculture est un sujet qui me tient à cœur et que je souhaiterais défendre si je viens à être élu.

Enfant d'agriculteur et emboitant le pas de l'apiculture, je n'hésiterais pas à être piquant sur le sujet !

Nos éleveurs, maraîchers, arboriculteurs, vigneron et autres ; méritent plus de reconnaissance pour leur production. Leurs produits sont dévalorisés par l'industrie. Sans eux, que mangerions-nous ?

Alors soutenons-les !

Morgan FRIN

Améliorer la qualité de vie, soutenir les familles, former, accompagner tous les Suisses qui sont dans le besoin, faire de l'intégration un de nos points forts pour ce pays. Retroussons nos manches !

Battons-nous pour les valeurs et traditions de ce pays, je mettrai toute mon énergie et le temps qui sera nécessaire pour défendre nos droits à l'intérieur ainsi qu'à l'extérieur du pays.



Comment voter ?

POUR LE CONSEIL NATIONAL

1^{ère} possibilité :
Prendre une liste UDC (n°13, 14, 15 ou 16) et la glisser dans l'enveloppe "Conseil national".

2^{ème} possibilité :
Prendre la liste principale UDC n°13 et doubler un nom ou ajouter un nom des autres listes UDC (n°14, 15 ou 16).

3^{ème} possibilité :
Prendre la liste vierge, y inscrire le n° de liste 13 et y ajouter les numéros et noms des candidats UDC souhaités. Vous avez la possibilité de doubler un ou plusieurs candidats.

- Attention :**
- Utilisez uniquement un bulletin électoral officiel.
 - Ecrivez à la main et de manière bien lisible.
 - Seules les candidatures figurant sur les bulletins électoraux préimprimés sont valables.
 - Ecrivez toujours le nom et le prénom des candidats en toutes lettres ainsi que le numéro correspondant. L'utilisation de guillemets, de l'expression "idem" et autres ne sont pas autorisées.
 - Un même nom ne peut figurer plus de deux fois sur le bulletin électoral
 - Le nombre de noms figurant sur le bulletin électoral ne peut être supérieur à 8.

POUR LE CONSEIL DES ETATS

1^{ère} possibilité :
Prendre le bulletin UDC et le glisser dans l'enveloppe "Conseil des Etats".

2^{ème} possibilité :
Prendre le bulletin vierge et ajouter le nom d'un candidat UDC (Cyrille FAUCHERE ou Michael KREUZER).

3^{ème} possibilité :
Sur un autre bulletin, tracer un candidat et ajouter le nom d'un candidat UDC (Cyrille FAUCHERE ou Michael KREUZER).

- Attention :**
- Utilisez uniquement un bulletin électoral officiel.
 - Ecrivez à la main et de manière bien lisible.
 - Seules les candidatures figurant sur les bulletins électoraux préimprimés sont valables.
 - Ecrivez toujours le nom et le prénom des candidats en toutes lettres.
 - Un même nom ne peut figurer qu'une seule fois sur le bulletin électoral
 - Le nombre de noms figurant sur le bulletin électoral ne peut être supérieur à 2.

Canton du Valais - Kanton Wallis
Election du Conseil National 2019
Wahl des Nationalrates 2019

Liste No
Liste Nr.

UDC DU VALAIS ROMAND

13

No /Nr.	Nom et prénom / Name und Vorname
13.1	ADDOR Jean-Luc Conseiller national, avocat, Savièse
13.2	BARRAS-DUSSEX Gabrielle Juriste, Sion
13.3	DELALOYE Mathias Député, négociant encaveur, Ardon
13.4	MOOS Donald Ancien conseiller municipal, expert-comptable diplômé, Ayent
13.5	RION Yvan Conseiller municipal, député, expert bancaire, Crans-Montana
13.6	VIEUX Mikaël Conseiller municipal, député, spécialiste en finances, Muraz
13.7	ZACHARIAS Ronald Ancien conseiller municipal, ancien député, avocat, Verbier
.....	

Listes apparentées / Listenverbindungen:
Listes sous-apparentées / Unterlistenverbindungen:

CANTON DU VALAIS - KANTON WALLIS
ELECTION AU CONSEIL DES ETATS 2019
STÄNDERATSWAHLEN 2019

UDC - SVP

Cyrille FAUCHERE
Conseiller communal, député, constituant,
collaborateur scientifique UNIFR, Bramois

Michael KREUZER
Gemeinderat, Verfassungsrat,
Sozialarbeiter FH, Visp

1. Ouvrir l'enveloppe et sortir les documents.

2. Détacher la liste UDC du bloc des bulletins de vote.

3. Glisser le bulletin de vote avec la liste UDC dans la petite enveloppe "Conseil national"

4. Remplir la liste du Conseil des Etats.

5. Glisser également la liste du Conseil des Etats dans la petite enveloppe "Conseil des Etats"

6. Signer la carte de vote.

7. Glisser les petites enveloppes et la carte de vote dans la grande enveloppe.

8. Apporter l'enveloppe à la poste ou à la commune.

Avez-vous des questions concernant les élections ? Hotline gratuite : 0800 0 1291 0

A partir du 13 septembre et jusqu'au 20 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections 2019 pour le Conseil national et le Conseil des Etats. Comment voter pour que ma voix serve au mieux les intérêts de la Suisse ?

Nous sommes à votre disposition tous les jours de 09h00 à 18h00 et également le week-end. Vos questions par courriel : elections@udc.ch